

*l'Anti*capitaliste

N°92 | NOVEMBRE 2017 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



**AMÉRIQUE LATINE: FIN DU «PROGRESSISME»
ET NOUVELLES POLARISATIONS DE CLASSE**



**IL Y A CENT ANS, L'INSURRECTION
D'OCTOBRE**



**LA LONGUE MARCHÉ VERS LA
RÉPUBLIQUE CATALANE**



**MOBILISATIONS CONTRE UBER,
DELIVEROO ET LEUR MONDE**

EDITORIAL

J.-B. Thomas De Barcelone à Madrid et Paris, défendre nos droits démocratiques **P3**

RUSSIE 1917 : LA RÉVOLUTION

Julien Varlin Il y a cent ans, l'insurrection d'Octobre **P4**

PREMIER PLAN

Gérard Florenson La longue marche vers la république catalane **P10**

Gérard Florenson Sainte-alliance contre la république catalane **P13**

ACTUALITÉ

Jean-Marc Bourquin Face au «Plan logement» du gouvernement Macron **P14**

Camille Lefebvre

Contre Uber, Deliveroo et leur monde, la force des travailleurs, c'est la grève **P16**

Steven, Camille Lefebvre

«Nous n'attendons rien des pouvoirs publics, tout passe par la lutte» **P19**

DOSSIER

Virginia de la Siega Amérique latine Adieu au «progressisme» **P21**

Daniela Cobet Brésil

La crise du PT ouvre la voie à une situation convulsive et polarisée **P23**

Virginia de la Siega Argentine Des points d'appui face à un avenir incertain **P26**

Pedro Huarcaya Venezuela

Retour sur le cycle de mobilisations et violences d'avril-juillet 2017 **P30**

Jean-Philippe Divès Equateur «Révolution citoyenne», la fin du mythe **P34**

FOCUS

Yann Cézard Une justice d'exception... appelée à devenir la règle **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA :
<http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une:

Manifestation de la coalition «Povo sem medo» (Un peuple sans peur), le 11 septembre 2016 à Sao Paulo. Sur les banderoles : «Dehors Temer. Elections directes maintenant». Reuters/Fernando Donasci.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Emmanuel Barot, Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Laurent Ripart, Virginia de la Siega, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500€ (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

De Barcelone à Madrid et Paris, défendre nos droits démocratiques

PAR J.-B. THOMAS

On connaît la synthèse d'Engels rappelant que l'Etat n'est jamais, en dernière instance, qu'un groupe d'hommes armés au service des intérêts de la classe dominante. La Catalogne l'a encore confirmé: les gardes civils arrivés en renfort par milliers ont matraqué à peu près tout ce qui pouvait sembler suspect, jusqu'aux urnes elles-mêmes, au nom de la défense de l'unité de l'Espagne.

On aura également en tête l'expression de Marx soulignant combien les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois, la première comme tragédie, la seconde comme farce. L'indépendantisme catalan et ses dirigeants ne font pas exception. Là où la République catalane de 1934 décrétée par Companys avait existé pendant 24 heures, celle de Puigdemont n'a même pas duré dix secondes. Puis il y a eu les hésitations suivies de sursauts, jusqu'à jouer la partition du gouvernement en exil. Mais ce qu'exige Madrid, c'est une capitulation sur toute la ligne. L'article 155 a donc été enclenché, suivi d'une série d'arrestations et de mandats d'arrêts.

«Un coup d'Etat venant de l'Etat». L'expression de Josep

autorise le gouvernement central à «adopter les mesures nécessaires» contre toute institution autonome qui mettrait en cause l'unité de l'Espagne. Les délits de «sédition» et de «rébellion» visant toute personne accusée de vouloir renverser la Constitution ont été avancés pour inculper plusieurs dirigeants catalans en vertu de deux jurisprudences: la première remonte à 1980, à l'époque où les fonctionnaires en grève étaient automatiquement accusés de «sédition», la seconde à 1981, lors de la tentative de putsch fasciste du major Tejero (qui comptait alors de nombreux appuis chez les mentors de Rajoy), accusé, lui et les siens, de «rébellion».

A l'échelle de l'Union Européenne, ce n'est pas la première fois que les gouvernements et les polices collaborent pour participer à cette charge résolue contre un droit démocratique élémentaire, le droit à l'autodétermination. Les autorités espagnoles, friandes de demandes d'extradition contre les militants basques ou d'extrême gauche depuis les années 1980, n'en sont pas à leur coup d'essai. Cette fois encore, les capitales européennes soutiennent Madrid.

Dans la péninsule, le tournant ouvertement liberticide et autoritaire de l'Etat central ne vise pas seulement les catalanistes «sédistes» et «rebelles». La mise au pas des aspirations démocratiques indépendantistes y a toujours accompagné ou annoncé de violentes charges contre le mouvement ouvrier et populaire dans le reste de l'Etat, mais également à l'encontre des libertés fondamentales. Dernièrement, c'est le rédacteur en chef de l'hebdomadaire satirique *Jueves*, publié depuis 1977, symbole de l'après-Franco, qui a été mis en examen pour «injures» à l'encontre de la police nationale. Sa faute? Avoir publié un billet d'humeur affirmant que les «stocks de cocaïne en Catalogne» étaient à sec compte-tenu de «la présence des forces anti-émeutes» envoyés en renfort depuis le 20 septembre. Non seulement Rajoy ne lésine pas sur la ma-

traque, de surcroît il n'a pas d'humour.

La répression en règle qu'est en train de mener le gouvernement madrilène, avec le soutien de Ciudadanos (centre-droit) et des socialistes espagnols, est l'expression la plus avancée des tendances autoritaires qui se manifestent un peu partout en Europe et, sur la base de la désignation d'un ennemi interne, permettent de «blinder» la «démocratie». Raison de plus pour exiger, contre le coup de force de Madrid, la libération des prisonniers politiques et le respect des résultats du 1^{er} Octobre. A travers le mouvement culturel catalan, la gauche syndicale et les comités de défense de la République, la jeunesse et les salariés démontrent que c'est par la grève, la mobilisation directe et l'auto-organisation que ces objectifs pourront être imposés. □



Blocage d'une autoroute à la sortie de Gérone, lors de la grève générale du 8 novembre 2017. DR.

María Antentas définit assez bien la mise en place de mesures d'exception par Madrid pour suspendre les institutions catalanes et incarcérer un certain nombre de ses dirigeants, accusés de «sédition» et «rébellion». Certains analystes, très hostiles à la cause catalane, ont contesté l'idée qu'il s'agisse d'un coup de force franquiste, la situation de l'Etat espagnol aujourd'hui étant, selon eux, incomparable avec celle du début des années 1970. Concédon-leur que «post-franquiste» est plus adéquat. Mais cela ne change rien à la donne. Il suffit de considérer les chefs d'inculpation.

Dans cette Constitution de 1978, produit d'une union sacrée allant de la droite au PCE en passant par le PSOE, personne n'avait jamais osé mettre en œuvre l'article 155, qui

Il y a cent ans, l'insurrection d'Octobre

PAR JULIEN VARLIN

Le processus révolutionnaire entre Février et Octobre correspond à un développement de l'influence bolchevique, avec des flux et des reflux, à partir des centres industriels jusqu'aux soldats et paysans. Nous avons vu que la phase montante de juin-juillet, avec la semi-insurrection de Petrograd, a été brisée momentanément par la répression¹, puis que la résistance à la tentative de putsch militaire de Kornilov a fait revenir en force l'aile révolutionnaire.

Début septembre², le gouvernement provisoire est affaibli et la dualité de pouvoir avec les soviets se tend à nouveau. Dans les rangs des mencheviks comme des socialistes-révolutionnaires (SR), une forte minorité (autour de 40%) est en colère contre Kérensky, contre la politique de coalition avec le parti KD³, dont beaucoup de membres ont ouvertement soutenu le putsch.

LES DERNIERS SPASMES DU RÉGIME DE FÉVRIER

Lénine, alors caché en Finlande, propose dans ses lettres au comité central un tournant tactique. Il s'agit de remettre au centre le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets », en s'appuyant sur leur nouvelle vitalité et la politique d'interpellation qui allait avec. En effet, puisque les soviets étaient encore dirigés par les socialistes modérés, il fallait faire pression sur eux pour qu'ils prennent le pouvoir en main, pour qu'ils rompent la coalition avec les bourgeois. Ce ne serait pas encore une révolution socialiste, puisque les modérés ne prétendent pas aller plus loin que la paix et la République démocratique.⁴

Un certain nombre de leaders bolcheviques ne comprennent pas ce tournant qu'ils trouvent droitier. Pourtant, Lénine insiste sur cette interpellation, explicitant le compromis proposé : formez un gouvernement responsable devant les soviets, appliquez votre programme minimal, et les bolcheviks renonceront à « employer les méthodes révolutionnaires » contre ce pouvoir.⁵ Il pense que ce scénario est peu probable, mais qu'il serait la seule possibilité de « progression pacifique de la révolution ». Et donc, « s'il ne restait

pourtant qu'une chance sur cent, cette chance vaudrait d'être tentée. » Si cet épisode est peu mis en avant, il montre pourtant que Lénine n'avait pas une doctrine figée imposant l'insurrection armée comme passage obligé.

C'est sur cette ligne que les bolcheviks s'engagent dans la Conférence démocratique qui se tient à Petrograd du 14 au 22 septembre. Celle-ci était une initiative des mencheviks et des SR, qui voulaient répondre à leur base et encadrer le pouvoir de Kérensky. Car même si le « bonaparte » Kornilov était vaincu, la même tendance « bonapartiste » donnait des vertiges de pouvoir personnel à Kérensky. Après le putsch, le ministre-président concentre le pouvoir, en équilibre entre des classes populaires qui le rejettent de plus en plus et des classes possédantes qui se rabattent sur lui faute de mieux.

Par ailleurs, les socialistes modérés sont en train de perdre pied dans les soviets. Le 31 août, un premier vote est remporté par les bolcheviks au soviet de Petrograd, et le basculement est confirmé le 9 septembre. De façon assez symbolique, Trotsky redevient président du soviet après l'avoir été en 1905. Le soviet de Moscou et ceux des autres villes basculent les uns après les autres au cours de septembre-octobre.

Dans ces conditions, les modérés font tout pour choisir des règles de représentation à la Conférence qui favorisent les secteurs moins mobilisés et de composition plus petite-bourgeoise, où ils ont encore la prépondérance. Le poids des soviets est restreint par rapport aux institutions représentatives classiques, des villes (dumas municipales) et des districts ruraux (zemstvos), dont un bon nombre (élus au suffrage censitaire sous Nicolas II et remplis

de notables locaux) n'ont pas encore été démocratisés. Les « démocrates » découvrent aussi l'importance de représenter le secteur coopératif qui selon eux touche « la moitié de la population » de par ses racines dans les campagnes. En réalité, les dirigeants des coopératives appartenaient à un milieu d'intellectuels libéraux-populistes : exactement ce que les conciliateurs cherchaient comme base sociale.

Des franges de la population étaient en effet moins représentées dans les soviets, à commencer par les bourgeois qui ne pouvaient pas s'y montrer. Pour les couches intermédiaires, Lénine répondait : « les soviets représentent la démocratie révolutionnaire dans la mesure où y entrent ceux qui veulent lutter révolutionnairement (...) Ceux qui se sont confinés dans les coopératives, confinés dans les municipalités (villes et zemstvos) se sont par là même retranchés de plein gré des rangs de



Un détachement de gardes rouges à Petrograd. DR.

la démocratie révolutionnaire.»⁶ C'est ce conflit de légitimité entre formes de démocratie, dans un contexte de lutte de classe aiguë, qu'il est fondamental de comprendre pour porter un jugement sur les bolcheviks et leurs adversaires.

Comme prévu, les bolcheviks se retrouvent en minorité. Mais ils ont presque la moitié des délégués parmi ceux qui viennent des soviets, et les autres viennent surtout des provinces les plus lointaines. Ce qu'il restait aux conciliateurs et aux bourgeois, c'était le reflet d'un rapport de forces passé. Même dans les doumas et zemstvos, chaque nouvelle élection voyait le poids des bolcheviks se renforcer. Dans un centre ouvrier comme Ivanovo-Voznessenski, ils géraient tous les organes. Et dans les organes plus directement prolétariens, comme les syndicats et les comités d'usine, ils avaient l'hégémonie. Les comités d'armée qui avaient été élus après Février étaient encore aux mains des conciliateurs parce qu'ils n'avaient pas été renouvelés, mais l'état-major lui-même s'alarmait du succès des bolcheviks parmi les soldats.

La conférence qui s'ouvre ne représentait donc pas le peuple révolutionnaire. Elle ne fait d'ailleurs que piétiner sur place, les différents courants se paralysant mutuellement. Pourtant les politiciens les plus influents connaissaient déjà la seule issue admissible: il fallait continuer la coalition KD-SR-mencheviks. La plupart des orateurs, Kérensky le premier, couvriraient cela d'envoies sur «la démocratie» qui sonnaient de plus en plus faux. Pour Milioukov, leader des KD, l'enjeu était plus franchement assumé: contenir «la voyouterie anarchique des bolcheviks». C'est la fourberie politicienne du menchevik Tséretelli qui permet finalement le

vote d'une motion floue ouvrant la voie à une nouvelle coalition.

La conférence accouche aussi d'un «pré-parlement» censé démocratiser le pays jusqu'à la tenue de l'Assemblée constituante. Les débats des bolcheviks sur l'attitude à adopter vis-à-vis de ce parlement vont être intimement liés au début sur l'insurrection, que Lénine remet brusquement à l'ordre du jour.

«LA CRISE EST MÛRE»

Le 12 septembre, avant même que la conférence ne commence et considérant qu'il n'y a plus rien à en attendre, Lénine envoie deux lettres au comité central allant droit au but: «ayant obtenu la majorité aux soviets des députés ouvriers et soldats des deux capitales, les bolcheviks peuvent et doivent prendre en mains le pouvoir.»⁷ A ce moment-là, on n'est pas certain d'une majorité exacte pour les bolcheviks. Mais Lénine défend une vision dynamique: «attendre une majorité "formelle" serait naïf de la part des bolcheviks: cela, aucune révolution ne l'attend». Vu la montée des révolutionnaires, les réactionnaires vont frapper si on leur en laisse le temps. A l'inverse, si l'on agit «en proposant sur le champ une paix démocratique, en donnant aussitôt la terre aux paysans, en rétablissant les institutions et les libertés démocratiques foulées aux pieds et anéanties par Kérensky, les bolcheviks formeront un gouvernement que personne ne renversera».

Lénine propose d'agir immédiatement: les délégués bolcheviques venus pour la conférence sont à considérer comme un congrès du parti, ils doivent aller immédiatement organiser les ouvriers et les soldats pour prendre la ville et «cerner le théâtre Alexandra» (lieu de la conférence). Le comité central, réuni en urgence, est choqué. Il repousse unanimement cette idée et décide même de s'assurer que ces lettres soient gardées secrètes, ainsi que d'en brûler les copies. Mais les raisons sont diverses: certains comme Trotsky et Boukharine sont favorables à la préparation d'une insurrection mais pensent que le moment est mal choisi, d'autres comme Kamenev et Zinoviev tablent sur un développement graduel de l'influence bolchevique.

Le débat le plus immédiat se cristallise sur le «pré-parlement» issu de la conférence. Une majorité se dégage d'abord pour y participer. Pendant près d'un mois, Lénine va batailler pour le boycott, pour l'insurrection. Comme en avril, il se retrouve opposé à de nombreux «vieux

bolcheviks», avec cette fois la difficulté supplémentaire d'être retranché en Finlande, d'autant plus qu'il constate que la rédaction du journal central bolchévik ne publie pas ses articles ou censure des passages. Il multiplie les lettres à des militants plus radicaux ou plus proches de la base.⁸ Vers le 17 septembre, il se met en route pour Petrograd.

Le 29 septembre, Lénine insiste: *La crise est mûre.*⁹ D'abord sur la légitimité du camp révolutionnaire: «que nous ayons maintenant avec les socialistes-révolutionnaires de gauche la majorité à la fois dans les soviets, dans l'armée et dans le pays, cela ne fait pas l'ombre d'un doute.» Sur le front, les soldats refusent toujours plus de se battre. Mais l'élément décisif est le soulèvement des campagnes. Les paysans sont lassés des discours temporisateurs. En bien des endroits, ils se saisissent violemment des grandes propriétés. On hurle contre les bolcheviks là où ils sont souvent inexistantes. Mais cette redoutée implantation bolchevique se réalise progressivement, souvent via des soldats politisés revenant du front.

Aux quatre coins de l'ex-empire se rebellent aussi les minorités opprimées (presque la moitié de la population, sur-représentées parmi les soldats conscrits et les paysans pauvres). Février a globalement apporté l'égalité des droits, mais partout ce sont les mêmes hauts-fonctionnaires racistes qu'avant. Pour Lénine, «après la question agraire», le plus important «dans la vie de tout l'Etat russe (...) c'est la question nationale.»

A l'effervescence qui règne dans les villes depuis Février s'ajoutent donc des explosions dans tout le pays. C'est le signe que le gouvernement bourgeois est incapable de diriger, et que si la Petrograd ouvrière le renverse, elle ne se retrouvera pas isolée comme la Commune de Paris. De nombreux dirigeants comme Kamenev n'en sont pas convaincus. Ils soutiennent qu'il est beaucoup plus sûr de laisser le parti gagner du terrain. Probablement que l'Assemblée constituante ne sera pas bolchevique, mais elle devra cohabiter avec les soviets bolcheviques dans une dualité de pouvoir.

Pour Lénine, non seulement le parti peut mais le parti doit faire l'insurrection tant qu'il est temps. La Constituante? Il ne fait plus confiance au gouvernement pour la



convoquer. La dualité de pouvoir ? Elle n'est plus tenable : la crise ne peut déboucher que sur un pouvoir fort, soit révolutionnaire soit réactionnaire. Les soldats ne peuvent plus supporter quelques mois de guerre de plus (en hiver). Si le parti attend, le gouvernement réprimera les paysans et la jonction avec leur soulèvement sera ratée. Si le parti attend, même les ouvriers pourraient perdre leur patience (Lénine s'inquiétait de l'influence de certains anarchistes qui poussaient à des actions directes, sans coordination).

Enfin, Lénine a l'œil rivé sur les mutineries qui ont éclaté en août dans la flotte allemande¹⁰ : « nous n'allons tout de même pas attendre le départ de leur révolution ! (...) Tout l'avenir de la révolution ouvrière internationale pour le socialisme est en jeu. » Paradoxalement, de sa retraite clandestine, Lénine voit peut-être davantage le tableau d'ensemble que certains leaders de Petrograd, très occupés à des discussions avec les autres socialistes. En conclusion de sa lettre, il annonce même sa démission du comité central (qui n'a pas été actée) pour être libre de mener une bataille dans le parti. Finalement, Trotsky réussit à faire passer la ligne du boycott. Le 7 octobre, à l'ouverture du pré-parlement, c'est lui qui fait un discours dénonçant cette instance comme non représentative, dénonçant le gouvernement et appelant les soviets à la lutte révolutionnaire, après quoi les bolcheviks quittent démonstrativement la salle. Mais la question de l'insurrection n'est pas encore tranchée.

L'INSURRECTION : QUAND, COMMENT, ET PAR QUI ?

Trotsky tenait à lier le plus possible l'insurrection au deuxième congrès des soviets, qui devait débiter le 20 octobre. On savait déjà que les bolcheviks y auraient la majorité. Lénine répondait qu'attendre le congrès revenait à annoncer publiquement la date de l'insurrection. « On réunira les cosaques pour le jour sottement "fixé" (...) On peut prendre le pouvoir aujourd'hui, mais du 20 au 29 octobre, on ne vous le laissera pas prendre ». Lénine enfreint largement les règles de fonctionnement du parti. Le 8 octobre, il presse (en vain) les délégués bolcheviks au congrès des soviets de la région du nord (qui réunit de nombreux

soldats et marins bolcheviks) de marcher sur Petrograd avant le Congrès. Trotsky concédera : « du point de vue des rapports hiérarchiques, les actes de Lénine n'étaient pas tout à fait irréprochables. »¹¹ Le 10 octobre, Lénine revenu à Petrograd participe à une réunion du comité central qui décide finalement de l'insurrection. La résolution est un compromis : elle acte que le soulèvement doit avoir lieu avant le congrès des soviets, de préférence avant le 15 octobre, mais sans fixer de date précise. Lénine accepta ce compromis sans grande conviction, fustigeant ou implorant encore le parti d'agir jusqu'au soir du 24.¹²

Face à ceux qui taxaient de blanquisme¹³ toute discussion de l'aspect technique (« l'art de l'insurrection »), Lénine disait au contraire qu'à présent on ne devait plus s'occuper que de l'aspect technique (frapper par surprise, et peu importe quel organe prend temporairement le pouvoir). Ioffé, un proche de Trotsky, objectait : « il n'est pas exact qu'à présent la question soit purement technique ; même maintenant, la question du soulèvement doit être considérée du point de vue politique ». Les partisans de l'insurrection étaient particulièrement préoccupés de la perception de l'insurrection par les soldats de la garnison de Petrograd. Trotsky venait tout juste d'être élu président du soviet de Petrograd et savait que sa majorité ne reposait pas, loin de là, sur un bolchevisme convaincu. La majorité des soldats suivaient « le soviet » bien plus que le parti en tant que tel. Les hésitants annonçaient qu'ils ne suivraient que le Congrès des soviets, d'où l'importance politique d'adoser l'insurrection à ce dernier.

D'ailleurs, la confusion régnait dans le parti bolchevique dans cette quinzaine de jours jusqu'à l'insurrection. Dès le 11 octobre, Zinoviev et Kamenev diffusent une lettre au parti condamnant la décision du comité central. Le 17, ils publient dans un autre journal socialiste une déclaration avertissant qu'un soulèvement serait une très mauvaise idée (sans dire que la décision a été prise). Lénine les traite de jaunes et demande leur exclusion, qui sera refusée. Dans l'organisation militaire du parti, qui avait été « gauchiste » en juillet, beaucoup sont sceptiques sur le rapport de forces. On voit là encore que contrairement au mythe qui sera forgé par la suite, le parti de la révolution de 1917, traversé de vives polémiques, est loin d'être caporalisé.¹⁴ Il fallait donc agir à travers le soviet. Mais cela posait une difficulté de taille : com-

ment discuter franchement de l'insurrection dans un organe pluraliste et public ? Trotsky dira, pour le second anniversaire d'Octobre, que l'insurrection a été fixée au 25 octobre « non par une réunion secrète, mais ouvertement, publiquement ».¹⁵ Le récit détaillé qu'il en fera dans son *Histoire de la révolution russe* est plus nuancé. Jusqu'au dernier moment, la direction du soviet a organisé ses troupes sous une bannière défensive (plus légitime), et a bénéficié de plusieurs contingences qui ont donné corps à ce discours.

D'abord, la tentative du gouvernement d'éloigner les troupes radicalisées de Petrograd, officiellement en renfort du front. On saura plus tard que c'était une manœuvre de Kérénsky et que l'état-major ne voulait pas de nouvelles troupes « défaitistes », mais sur le moment le soviet était forcé de manœuvrer avec prudence. En effet les réactionnaires cherchaient à monter les soldats du front contre « l'oisiveté » de la garnison de Petrograd, et la menace allemande était réelle. Mais les bolcheviks parviennent à retourner contre lui chaque visée de Kérénsky. Ils s'appuient sur la méfiance envers une nouvelle tentative de livrer Petrograd à la contre-révolution. Le 6 octobre, face à des rumeurs de fuite du gouvernement à Moscou, Trotsky obtient un vote unanime de la section des soldats du soviet : « si le gouvernement provisoire est incapable de défendre Petrograd, il a l'obligation de signer la paix, ou bien de céder la place à un autre gouvernement. »

Le 9 octobre, le soviet acte l'idée d'un Comité militaire révolutionnaire (CMR), chargé d'évaluer les besoins militaires réels et de recenser lui-même les troupes. C'est un pas décisif pour transformer la méfiance des masses en défiance. Les mencheviks protestent en hurlant à la préparation de l'insurrection. Comme on sait, cela ne sera acté par la direction bolchevique que le lendemain.

LE COMITÉ MILITAIRE RÉVOLUTIONNAIRE

Le CMR ne fut validé par le soviet que le 16 octobre. La puissance de cet organe plus large que le parti se payait d'un délai, et le 20 approchait vite. Mais le 17, le comité exécutif central des soviets (élu au 1^{er} congrès et donc encore menchevique-SR) reporte le congrès au 25 octobre. Le CMR est composé sur une base pluraliste : « utiliser la majorité dans le soviet et créer un comité composé uniquement de bolcheviks, ce serait provoquer le mécontentement des sans-parti, sans compter ce-

lui des SR de gauche et de certains groupes anarchistes» (Trotsky). Cela agace Lénine, pour qui les bolcheviks avaient déjà fait une erreur en élisant l'exécutif du soviet à la proportionnelle (il ne l'était pas sous l'ancienne majorité modérée). Mais les quelques mencheviks qui protestent n'arrêtent pas les bolcheviks (alliés à une poignée de SR de gauche comme Pavel Lasimir).

Trotsky dira qu'avec le contrôle politique de la garnison, l'issue «était déjà prédéterminée aux trois quarts».¹⁶ Mais pendant encore deux semaines, il s'en défend face au soviet. Les rumeurs de soulèvement courent partout dans la capitale, les modérés somment les bolcheviks de les démentir, et même parmi les ouvriers et soldats on se demande si une décision n'a pas été prise dans leur dos. A la séance plénière du soviet du 18, Trotsky argumente en liant étroitement l'activité du CMR à la défense du Congrès: «le soviet est une institution élective et ne peut prendre de résolutions qui ne seraient point connues des ouvriers et des soldats.» Mais «la bourgeoisie sait que le soviet de Petrograd proposera au Congrès des soviets de prendre le pouvoir en main» et s'efforce «de désarmer Petrograd (...) A la première tentative de la contre-révolution pour supprimer le Congrès, nous répondrons par une contre-offensive qui sera implacable et que nous pousserons jusqu'au bout.»

Dans les jours qui suivent, les bolcheviks tirent à tel point la dualité de pouvoir dans le sens du soviet qu'ils ne pouvaient que déclencher une réaction de Kérensky. Le CMR place des commissaires dans les régiments chargés de faire la liaison avec Smolny (siège du soviet, qui devient l'état-major de la révolution), arme les ouvriers («gardes rouges»), s'assure que les marins de la Baltique sont prêts à débarquer... Le 22, le CMR demande au chef de l'arrondissement militaire de Petrograd de se soumettre lui aussi à un commissaire: ses ordres doivent être validés par le soviet. Refus. Aussitôt, il est déclaré «instrument direct des forces contre-révolutionnaires». Le CMR s'efforce de convaincre le maximum de régiments. Le 23, Trotsky se rend à la forteresse Pierre-et-Paul, où son discours aux soldats achève de rompre leur lien avec les représentants modérés. A la veille de l'insurrection, seuls les secteurs les plus aisés ou traditionnellement réactionnaires de l'armée (bataillons motorisés, cosaques, junkers¹⁷...) n'avaient pas fait allégeance au soviet.

Dans la nuit du 23 au 24, le gouvernement réagit. Il fait appeler en renfort des troupes «sûres». Il envoie des hommes fermer les imprimeries bolcheviques, mais le CMR les rouvre aussitôt. L'ordre est donné d'arrêter Trotsky, mais rien de concret ne sera tenté. L'ordre est également donné au croiseur Aurore (stationné en ville) de sortir en mer, mais le CMR l'annule. Les ponts sont coupés par des junkers, puis repris par le CMR. Il n'y a eu pour l'instant aucun coup de feu, mais la tension approche de son paroxysme. Le soir devant le soviet, Trotsky nie encore la réalité d'une offensive: «le Comité (...) prit la défense de la presse ouvrière. Est-ce là une insurrection? L'Aurore est aujourd'hui là où elle se trouvait la nuit dernière. Est-ce là une insurrection?» Il réaffirme que le Congrès des soviets disposera de «ce demi-pouvoir [qui] attend un coup de balai his-

festations. Il n'y a pas eu de grève générale: les ouvriers bolcheviques avaient utilisé ce moyen (à un échelon local ou régional) à plusieurs reprises, mais à présent il n'était plus approprié. Les plus organisés font maintenant partie des gardes rouges. Dans les quartiers chics, l'insouciance de la vie nocturne ne s'est pas arrêtée un instant cette nuit-là. Nombre de commentateurs, bourgeois, anarchistes ou marxistes, se sont appuyés sur ce constat pour mieux opposer le «coup» d'Octobre aux «vraies insurrections» comme celle de Février. Pourtant, il ne fait aucun doute que la majorité des ouvriers et des soldats voulaient en finir avec la politique de Kérensky, même si elle n'a pas participé au renversement. Ce qui peut alors distinguer Octobre, c'est sa préparation par une avant-garde. Le discours dominant tolère à la limite les



Le croiseur Aurore (à gauche) sur la Neva. DR.

torique». C'est aussi ce discours qui est tenu aux délégués bolcheviques arrivés de tout le pays pour le congrès.

Les principales opérations commencent vers deux heures du matin. Des troupes du CMR occupent les gares, la centrale électrique, la banque d'Etat, les grandes imprimeries... Les junkers s'enfuient ou sont arrêtés, puis libérés. Dès 10h00, le 25, est diffusé dans le pays: «le gouvernement provisoire est déposé. Le pouvoir d'Etat est passé aux mains du Comité militaire révolutionnaire». Contrairement à l'image que le régime stalinien a voulu donner par la suite (avec le film d'Eisenstein par exemple), l'insurrection d'Octobre n'a pas été une déferlante des masses dans les rues. D'ailleurs, l'ordre du CMR et celui de l'ancien état-major se rejoignaient sur un point: pas de mani-

soulèvements spontanés. «La véritable cause de cette indulgence, c'est que les insurrections [spontanées] ne peuvent sortir des cadres du régime bourgeois».

La passation de pouvoir du CMR au Congrès des soviets réduisait au minimum la durée «arbitraire» pendant laquelle le pouvoir a été pris, de fait, sans sanction des soviets. Mais il reste qu'un «saut», une rupture, a bien été effectué dans la nuit du 24-25. Trotsky répond à cela par une analogie: «on peut questionner tous les voyageurs d'un train pour savoir quel est le type de wagon qui leur convient le mieux, mais on ne peut aller les questionner tous pour savoir s'il faut freiner en pleine marche un train qui court au déraillement.

Or, si l'opération de sécurité est accomplie adroitement et en temps voulu, on est sûr d'avoir l'approbation des voyageurs.»

Sur ce point, il faut soulever la question de la légitimité du gouvernement provisoire. Au nom de quoi les libéraux ont-ils pris la tête du pays en février? De leur présence antérieure à la Douma d'empire, essentiellement. Entre Février et Octobre, ils sont restés largement surreprésentés au gouvernement. Ils représentaient ces dominants qui avaient soutenu Kornilov, sabotaient la production et voulaient remettre au pas la «*populace*».¹⁸

LE CONGRÈS DES SOVIETS (25-26 OCTOBRE)

La proclamation du CMR se voulait proactive, mais elle anticipait. Le Grand quartier général à Moguilev restait debout, ainsi que les relais provinciaux du pouvoir. Et surtout, le CMR avait pris du retard dans l'encerclement du Palais d'Hiver, qui continua lui aussi à envoyer des proclamations à tout le pays pendant plus de douze heures. C'est pourquoi la première journée du congrès se passe en réunions de groupes politiques: tous veulent attendre l'issue finale. Le rapport préliminaire de la commission des mandats indique que les bolcheviks ont 300 délégués sur 670 (selon d'autres décomptes, leur nombre auraient varié de 250 à 390), à quoi s'ajoutent, dans le camp de ceux qui sont favorable au transfert du pouvoir aux soviets, une centaine de SR de gauche et des délégués d'autres groupes de moindre importance.

Il n'est plus possible de reporter le congrès, qui s'ouvre à 22h40 à Smolny. Le son des hostilités se fait entendre jusque dans la salle, notamment le coup de canon à blanc que tire le croiseur *Aurore* pour appuyer l'ultimatum d'évacuation du Palais. Le menchevik de gauche Martov implore alors les différents courants d'engager des négociations en vue de constituer un gouvernement reconnu de tous les socialistes. Sa motion est votée à la quasi unanimité. Pour la majorité des bolcheviks, il s'agit de faire la démonstration que ce sont les conciliateurs qui ne veulent pas d'un pouvoir soviétique, mais pour leur minorité c'est un objectif et un espoir réels. Les mencheviks et les SR de droite dénoncent l'hypocrisie des bolcheviks et leur «*entreprise politique criminelle*», avant de quitter la salle. Mar-

tov s'obstine à condamner l'insurrection et propose de suspendre le congrès pour trouver un accord avec ceux qui sont partis. Trotsky fait alors une intervention dure contre ceux qui sont sortis et ceux qui proposent un accord avec eux: «*rendez-vous là où votre classe est désormais: dans la poubelle de l'histoire!*» Martov s'en va à son tour.

Vers 2h30 du matin, le congrès apprend la chute du Palais d'Hiver. Celle-ci s'est passée dans une grande confusion, par une intrusion progressive de toujours plus d'assaillants à mesure que les défenseurs désertaient.¹⁹ En revanche Kérénsky s'est enfui et Kornilov s'est également échappé (bien facilement) de son lieu de détention. Dans les heures qui suivent, on apprend que les renforts appelés par le gouvernement se rallient au soviet de Petrograd. La séance est levée vers six heures du matin après le vote d'un premier appel révolutionnaire aux ouvriers, soldats et paysans du pays, adopté à l'unanimité moins deux voix.

Lé séance du lendemain s'ouvre à 21 heures et Lénine, qui ne se cache plus, introduit sur la question de la paix. Beaucoup de délégués des tranchées voient pour la première fois celui que leurs officiers leur ont appris à détester et à qui ils ont fini par se fier. L'appel à une paix juste et démocratique, sans annexion ni contribution, y compris sans maintien de colonies, est adopté à l'unanimité et le vote se conclut sur *L'Internationale*. Comme en témoigne John Reed (dans *Dix jours qui ébranlèrent le monde*), à cet instant le chant n'avait rien d'un rituel conventionnel: «*un vieux soldat aux cheveux gris pleurait comme un enfant. Alexandra Kollontai cillait rapidement des yeux pour ne pas pleurer. La puissante harmonie se répandait dans la salle, perçant vitres et portes, et montant bien haut vers le ciel.*» Le congrès adopte ensuite un décret sur la terre, qui reprend directement les revendications remontées depuis des mois par les délégués paysans: la propriété foncière des nobles est abolie, les comités agraires décident du partage des terres (qui a déjà commencé dans les faits).

La dernière grande question est celle du nouveau gouvernement. Les SR de gauche refusent de l'intégrer, disant vouloir être en meilleure position pour rétablir le dialogue avec les autres socialistes. La proposition de composition du Conseil des commissaires du peuple²⁰ est alors lue. Il comprend 15 membres, 4 ouvriers et 11 intellectuels, sous la présidence de Lénine. Les commissions (mi-

nistères) devront travailler «*en étroite union avec les organisations de masse des ouvriers, des ouvrières, des matelots, des soldats, des paysans et des employés*».

Le vote est largement majoritaire, mais loin d'être unanime. Autour des SR de gauche on vote pour une motion d'ouverture du gouvernement à tous les socialistes. Cette question conduira dans les semaines suivantes le parti bolchevique au bord de la scission. La minorité (avec notamment Kamenev et Zinoviev) est prête à de larges concessions pour aboutir à un gouvernement de tous les socialistes, alors même que les SR de droite et les mencheviks exigent qu'un nouveau gouvernement soit formé sans Lénine ni Trotsky, et qu'il ne soit pas responsable devant les soviets. Finalement la crise va se résorber en décembre, et les SR de gauche intégreront le gouvernement.

Il faut souligner qu'à ce moment-là, on parle de «*gouvernement provisoire*», car



les bolcheviks s'engagent à convoquer comme prévu la Constituante. Ils espèrent que celle-ci va confirmer le nouveau pouvoir soviétique, renforçant sa légitimité. Mais les élections, qui ont lieu le 12 novembre, donnent une majorité qui leur est hostile, les bolcheviks n'arrivant qu'en deuxième position derrière les SR. Or dans de nombreuses localités, la scission des SR n'a pas encore eu lieu (les listes ont souvent été constituées depuis longtemps) et ce sont les traditionnels notables conservateurs qui sont délégués

pour ce parti. Alors que les SR de gauche représentaient 60% des SR au congrès des soviets, ils ne sont que 9% à la Constituante. Les SR de droite s'effondreront brusquement aussitôt que les paysans comprendront l'enjeu brûlant : pour ou contre le décret sur la terre. Face à cette Constituante, réunie le 5 janvier 1918, qui vote contre les mesures tant réclamées par les masses populaires, les bolcheviks et les SR de gauche décident de ne pas reculer et la dissolvent. Le 3^e congrès des soviets, tenu cinq jours plus tard, confirme le système soviétique.

LES SOVIETS, L'ETAT ET LA RÉVOLUTION

Il est nécessaire de conclure par quelques mots sur l'Etat soviétique qui fut mis en place. Lors sa clandestinité en Finlande, en parallèle de ses lettres au parti, Lénine a poursuivi ses réflexions sur l'Etat qu'il avait commencées dans l'émigra-



A l'assaut du Palais d'Hiver... DR.

tion, et rédige ce qui deviendra *L'État et la révolution*.²¹ Il en ressent le besoin pour donner une fondation théorique à sa ligne politique.

Schématiquement, on peut considérer qu'en 1914, Lénine (ainsi que la plupart des révolutionnaires) dénonçaient la trahison du programme officiel de la social-démocratie, tout en continuant à se revendiquer de ce même programme. Quand il polémiquait contre le principal théoricien de l'Internationale, Kautsky, il lui opposait le plus souvent les écrits du

Kautsky d'avant 1914 (qui l'avaient beaucoup marqué). Même s'il a de fait élaboré pendant la guerre sa propre interprétation marxiste du présent (notamment sur le « stade impérialiste du capitalisme »), il ne prétendait pas rompre avec ce qu'était le marxisme officiel d'alors.

Sa réflexion sur l'Etat va en revanche le conduire à une critique en règle de ce que Kautsky et d'autres ont fait du marxisme. Les social-démocrates avaient retenu de Marx sa critique des anarchistes, et notamment le fait que l'on ne pouvait « abolir l'Etat » subitement, mais que celui-ci ne pourrait que s'éteindre progressivement, quand le socialisme aura créé une société sans classes. Mais ils laissaient dans le plus grand flou la question de la nature de l'Etat sous le socialisme, et celle de la transition du capitalisme au socialisme. Est-ce le même Etat que le parti ouvrier est censé conquérir (électoralement ?) et utiliser comme un simple outil neutre ? S'appuyant sur une relecture de Marx et Engels, Lénine réaffirme que seule une révolution créant un nouvel Etat et détruisant l'ancien peut amorcer l'édification du socialisme. Dans le contexte d'alors, c'était un pas vers l'anarchisme, cherchant à redonner sa place intermédiaire au marxisme révolutionnaire. Et ce n'est pas un hasard si tout au long de l'année 1917, les bolchéviks seront largement taxés d'« anarchistes », par les KD comme par les autres socialistes.

Restait la question des formes de ce nouvel Etat. En réalité Lénine n'avait pas reconnu l'importance des soviets avant le début de 1917. Mais dès ses *Thèses d'avril*, il propose de « modifier le programme du Parti » pour y intégrer la revendication d'un « Etat-Commune », c'est-à-dire un type d'Etat « dont la Commune de Paris a été la préfiguration ». Et pour réaliser cela, il faut « non pas une république parlementaire », mais « une république des soviets » contrôlée « de la base au sommet », ce qui signifie notamment la « suppression de la police, de l'armée et du corps des fonctionnaires », leur remplacement par « l'armement du peuple » et des fonctionnaires « élus et révocables à tout moment », payés pas plus que le « salaire moyen d'un bon ouvrier ».

C'est essentiellement cela que *L'Etat et la révolution* va développer et justifier théoriquement. En revanche, Lénine reconnaîtra lui-même plus tard que l'Etat bâti par les bolcheviks s'est éloigné de ce qui était écrit dans cet ouvrage fondateur. Tirer les meilleures conclusions possibles

de cet état de fait reste une des tâches majeures des révolutionnaires du 21^e siècle.

Il est néanmoins impossible, sous prétexte de la bureaucratisation qui s'en est suivie, d'en nier le caractère révolutionnaire et de faire d'Octobre 1917 un non-événement. La réaction horrifiée d'un général réactionnaire en témoigne : « qui donc croira qu'un garçon de cour ou bien un gardien du Palais de Justice aient pu devenir tout à coup présidents du congrès des juges de paix ? Ou bien un infirmier devenant directeur d'ambulance ? Un coiffeur devient un haut fonctionnaire ? Un sous-lieutenant d'hier passe généralissime ? Un laquais d'hier ou bien un manoeuvre est nommé préfet ! Celui qui hier encore graissait les roues des wagons devient chef d'une section du réseau ou bien chef de gare... Un serrurier est placé à la tête d'un atelier ! »²² □

1 Voir nos articles « Crise de juin, journées de juillet – Impatience de masse et gauchisme politique dans la révolution » (Jean-Philippe Divès, revue n° 88 de juin 2017) et « De juillet à septembre – Ou Kornilov, ou Lénine » (J-Ph. Divès, n° 89 de juillet-août 2017).

2 Selon le calendrier julien (treize jours de retard sur le calendrier actuel), comme toutes les dates mentionnées dans cet article. L'insurrection des 24 et 25 octobre a donc eu lieu, en réalité, les 6 et 7 novembre.

3 Parti constitutionnel-démocrate, principal parti de la bourgeoisie, de plus en plus réactionnaire au cours du processus révolutionnaire.

4 C'est pourquoi Lénine appelait le bloc SR-menchévick « la démocratie petite-bourgeoise », pour le distinguer du parti bolchevique visant le socialisme basé sur les ouvriers et les paysans pauvres.

5 Voir « Au sujet des compromis » (rédigé du 1^{er} au 3 septembre), « Les tâches de la révolution » (autour du 6), « Une des questions fondamentales de la révolution » (autour du 7), « La révolution russe et la guerre civile » (9 septembre). Tous les textes de Lénine cités dans cet article sont disponibles sur le site marxists.org : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works.htm>

6 Lénine, « Les champions de la fraude et les erreurs des bolchéviks », 22 septembre 1917.

7 « Les bolchéviks doivent prendre en mains le pouvoir » et « Le marxisme et l'insurrection », rédigés entre les 12 et 14 septembre.

8 « Lettre à I. Smilga », 27 septembre, « Lettre au comité central, au comité de Moscou, au comité de Pétrograd, aux membres bolchéviks des Soviets de Pétrograd et de Moscou », 1^{er} octobre, « Lettre à la conférence de la ville de Pétrograd », 7 octobre.

9 Lénine, « La crise est mûre », 29 septembre 1917.

10 Signes avant-coureurs de la révolution de novembre 1918 qui fera chuter le Kaiser.

11 Léon Trotsky, « Histoire de la révolution russe », 1932. Tous ses textes cités dans cet article sont disponibles sur <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/index.htm> ou <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/index.htm>

12 Lénine, « Lettre aux membres du Comité central », 24 octobre 1917.

13 Du nom du révolutionnaire Auguste Blanqui qui, au 19^e siècle, tendait à réduire la révolution à une conspiration menée par un petit groupe pour se saisir du pouvoir.

14 Voir notre article « Le parti de la révolution » (Patrick Le Moal, revue n° 91 d'octobre 2017).

15 Trotsky, « La révolution d'octobre », 14 septembre 1919. Voir également « La révolution bolchevique s'est accomplie à date fixe », octobre 1921.

16 Trotsky, « Les leçons d'Octobre », 1924.

17 Elèves-officiers.

18 Mot que lâche Kérénsky devant le pré-parlement le 24 octobre, en même temps qu'il annonce que désormais les bolchéviks « sont sujets à une liquidation immédiate, résolue et définitive ».

19 On ne dénombre que cinq marins et un soldat tués, aucun du côté du gouvernement.

20 C'est Trotsky qui propose de remplacer le terme détesté de ministre par celui de « commissaire du peuple ».

21 Lénine, « L'Etat et la révolution », publié en 1918.

22 Général Zaleski, cité par Trotsky dans son *Histoire de la révolution russe*.

La longue marche vers la république catalane

PAR GÉRARD FLORENSON

La déclaration d'indépendance de la Catalogne a hérissé beaucoup de monde. Les chefs d'Etat et de gouvernement qui laissent des milliers de réfugiés se noyer et verrouillent les frontières de l'Europe-forteresse¹ s'insurgent contre cette atteinte à la «vivre ensemble», des républicains patentés défendent l'unité du royaume d'Espagne et même le pape y est allé de son couplet...

Bien sûr, la répression exercée par la *Guardia civil* a choqué et beaucoup souhaitent une application sans violence de la «légalité espagnole», mais personne ne s'alarme de l'affirmation brutale d'un nationalisme espagnol rappelant les années les plus noires. Tout juste s'étonne-t-on du refus d'une consultation qui aurait pu, comme en Ecosse² ou au Québec, déboucher sur une majorité de votes contre l'indépendance, alors que c'est cette opposition au libre choix des peuples qui révèle la nature oppressive post-franquiste de l'Etat espagnol.

UN PEUPLE SANS NATION

Le terme de «Pays catalans» recouvre un ensemble de régions qui ont en commun des racines culturelles et une langue aussi riche qu'ancienne, distincte du castillan comme de l'occitan et du français, langue aujourd'hui comprise et parlée à des degrés divers mais toujours présente même au nord des Pyrénées. Outre les quatre provinces (ou députations) de la *Generalitat*, les Pays catalans comprennent la communauté autonome de Valence, les Baléares, Andorre, la «frange d'Aragon» – quelques dizaines de communes à l'est de cette région – et une partie du département français des Pyrénées-Orientales, le Roussillon et la Cerdagne.

Mais cette communauté culturelle et linguistique n'a jamais pris la forme d'un Etat indépendant, encore moins d'un Etat-nation dans l'acception actuelle du terme. Après être restée longtemps divisée en une multitude de comtés souplement coordonnés par celui de Barcelone, la Catalogne fut intégrée en 1137 par union dynastique dans le Royaume d'Aragon, agrandi au rythme de la *Reconquista* par l'an-

nexion du royaume de Valence et des Baléares, puis par la conquête de la Sicile et de l'Italie du sud. Les *fueros* de la Catalogne furent préservés, comme le comté de Barcelone, dans un système féodal décentralisé, le roi ne pouvant révoquer une loi adoptée par les *Cortes catalanes*³.

Cet équilibre prit fin au début du 15^e siècle avec l'accession au trône d'Aragon d'un prince castillan aux vellétés plus centralisatrices. Les

étaient mouvantes et où n'étaient mises en cause ni les traditions culturelles ni l'usage des différentes langues, ce sont des conflits d'intérêts qui fondèrent un début de conscience nationale au sens moderne du terme.

LA CASTILLE, FER DE LANCE DE L'IMPÉRIALISME ESPAGNOL

On doit en vrac à Isabelle la Catholique, puis à son époux et successeur Fernando, l'achève-



Référendum du 1er octobre à Barcelone : la police nationale et la garde civile font respecter l'«ordre constitutionnel» espagnol. DR.

Cortes et la *Generalitat* (créée en 1359) se trouvaient régulièrement en conflit avec la monarchie, ce qui s'accrut avec l'union de la Castille et de l'Aragon (mariage des rois catholiques en 1469). A une époque où les frontières

de la *Reconquista* avec la prise de Grenade, l'annexion de la Navarre⁴, le développement de l'Inquisition, l'expulsion des Musulmans et des Juifs et surtout la conquête de l'Amérique centrale et du sud, parachevée

par Charles Quint et Philippe II qui ajoutèrent les Pays-Bas et les Philippines. La monarchie espagnole était à son apogée et se trouvait confrontée à d'autres puissances, l'Angleterre et la France. Et c'est ce «siècle d'or» qui est encore revendiqué par les tenants de l'Espagne Une, grande y libre!

Mais dans le même temps que le «fabuleux métal» remplissait les caisses des royaumes ibériques, l'absolutisme se construisait au plan intérieur, contre le pouvoir des féodaux mais aussi contre les *fueros* des provinces et les libertés communales: Charles Quint écrasa en 1521 le soulèvement des *comunidades castellanes* qui réclamaient leur maintien. Deux réunions seulement des Cortès catalanes sous son règne, aucune sous Philippe II. Un pas supplémentaire fut tenté en 1640 par le ministre Olivares pour soumettre toutes les provinces à de nouveaux impôts et à des obligations militaires (l'Union des armes), ce qui fut une des causes de la révolte des «faucheurs» catalans, les *segadors*, dont la lutte est à l'origine de l'hymne national catalan.

L'histoire de la Catalogne, qui voyait ce qui lui restait d'autonomie battu en brèche, a été marquée par des interventions militaires ainsi que par le dépeçage d'une partie de son territoire par deux puissances qui s'affrontaient régulièrement, l'Espagne et la France. En 1659, le royaume de France annexait le Roussillon et la Cerdagne en vertu du traité des Pyrénées, signé sur le dos de la population dont la résistance fut noyée dans le sang à Elne. Nouveau conflit avec la guerre de succession d'Espagne: pensant que tant qu'à subir un roi, mieux valait qu'il soit le plus loin possible, les Catalans avaient soutenu les prétentions autrichiennes contre le Bourbon, candidat de Louis XIV⁵. Couronné sous le nom de Felipe V, ce Bourbon écrasa la résistance de Barcelone avec l'appui de l'armée française (11 septembre 1714, la *Diada* commémorée chaque année par une manifestation) et interdit l'usage public du catalan.

LE RÉVEIL DU CATALANISME: LA PHASE BOURGEOISE

Pendant des décennies, la Catalogne vécut sous la férule des Bourbons. Ses classes aisées étaient tenues à l'écart du pouvoir. Cela n'empêcha pas un essor économique, le développement de l'industrie et d'un secteur financier capitaliste plus rapide que dans le reste de l'Espagne. Cependant, ce capitalisme restait quelque peu «espagnol» dans la mesure où il prospérait à l'abri des protections douanières et bénéficiait d'un marché intérieur. En demandant davantage d'autonomie, la bourgeoisie catalane voulait être intégrée dans le jeu politique et pouvoir mieux y défendre ses intérêts propres.

Cette bourgeoisie avait une haute opinion d'elle-même. En comparaison avec les classes dominantes espagnoles, au sein desquelles les propriétaires fonciers dominaient, avec un poids énorme du traditionalisme catholique et d'une armée pléthorique et coûteuse, elle incarnait l'esprit d'entreprise, le progrès et la culture.⁶ En 1888, l'exposition universelle de Barcelone avait marqué son rayonnement international, en même temps qu'une réconciliation avec la monarchie. Les capitalistes catalans tirèrent de gros bénéfices des exportations vers les deux blocs belligérants de 1914 à 1918.

Le séparatisme de la bourgeoisie catalane a toujours été très limité. Le parti bourgeois conservateur du début du 20^e siècle s'intitulait «Union régionaliste» puis «Ligue régionaliste» et revendiquait seulement davantage d'autonomie. Et surtout, à chaque fois qu'ont surgi des mobilisations populaires, elle s'est jetée dans les bras du parti de l'ordre, quitte à renoncer à son catalanisme. Ce fut le cas en 1874 avec la restauration monarchique qui mit fin à la présidence du républicain (pourtant catalan) Pi y Margall. En 1909, elle applaudit à la répression du mouvement anarchiste (exécution du pédagogue libertaire Francisco Ferrer) et arma des pistoleros pour liquider les syndicalistes.

De même pendant la dictature de Primo de Rivera, qu'elle soutint malgré la suppression du début d'autonomie représenté par la *Mancomunitat*. A la chute du dictateur, elle mit sa confiance dans le capitaine général nommé à Barcelone, Milans del Bosch, qui pourtant, entre autres faits d'armes, interdit la manifestation poétique des «Jeux floraux», ferma l'école de musique et le FC Barcelone! Elle soutint également le bloc des droites sous la 2^e République, bloc dont la liste catalane aux élections de 1936 s'intitulait «Front de l'ordre». La plupart des dirigeants de la Ligue appuyèrent le coup d'état franquiste et s'intégrèrent dans le *Movimiento*, le parti unique de la dictature.

LA NAISSANCE DE LA GAUCHE CATALANISTE

Le catalanisme du début du 20^e siècle ne resta pas l'apanage de la grande bourgeoisie régionaliste ralliée à la monarchie. En 1910 fut créée l'Union fédérale nationaliste républicaine, en 1917 le Parti républicain catalan auquel appartint Lluís Companys⁸. Une autre formation, la Fédération démocratique nationaliste, fut à l'origine du parti *Estat Català* (Etat catalan) créé par Francesc Macià. Ces courants, d'idéologie républicaine radicale, se développèrent en dehors de l'influence de la Lliga et convergèrent dans la fondation en 1931 de l'*Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC, Gauche républicaine de Catalogne) qui fut à la tête de la *Generalitat* sous la 2^e République.

La base sociale de la gauche catalaniste était semblable à celle des Radicaux de la 3^e République française, à savoir la petite-bourgeoisie. Cette classe intermédiaire entre la bourgeoisie et le prolétariat se composait pour l'essentiel de non-salariés: commerçants, artisans, petits patrons, professions libérales, petits et moyens paysans – ces derniers représentaient en 1930 un tiers de la population catalane – qui défendaient leurs intérêts contre les gros propriétaires terriens organisés dans l'Institut de San Isidro et souvent affiliés à la *Lliga*. Son électorat comptait aussi des employés et des ouvriers; contrairement à la légende, une partie des adhérents de la CNT ne suivait pas toujours la ligne abstentionniste et votait pour les partis républicains, y compris catalanistes, plutôt que pour le PSOE qui dirigeait la centrale concurrente, l'UGT, dont l'implantation avait été facilitée par Primo de Rivera⁹. Egalement erronée est la vision d'une classe ouvrière espagnoliste du fait de la diversité de ses origines. La majorité des ouvriers venus d'autres régions provenait alors du Levant et d'Aragon, le Catalan leur était pour le moins familier. Si les cadres de la FAI (Fédération anarchiste ibérique) qui dirigeaient la CNT refusaient, au nom d'un internationalisme abstrait, de publier leurs textes en catalan, ce rejet n'était pas partagé par tous les responsables du syndicat.

Au sein du mouvement ouvrier, la revendication catalaniste était portée par deux formations issues du Parti communiste espagnol, le Parti communiste catalan et la Fédération communiste de Catalogne et des Baléares, le premier ayant rompu et la seconde ayant été exclue en raison de leur opposition à la ligne sectaire dite de la «troisième période», reprise par le PCE qui dénonçait les «sociaux-fascistes» et les «anarcho-fascistes». Mais ces deux partis dissidents, fusionnés en mars 1931 dans le *Bloc Obrer y Camperol* (Bloc ouvrier et paysan), reprochaient aussi au parti «officiel» de s'être éloigné de la politique léniniste sur les questions nationales.

Le principal dirigeant du BOC, Joaquín Maurín, estimait qu'une position correcte des partis prolétariens sur la question nationale était un élément important pour que la classe ouvrière entraîne du bon côté une petite-bourgeoisie qui pourrait chercher dans le fascisme une solution à ses difficultés.¹⁰ Tout en s'opposant à la politique des républicains catalanistes petits-bourgeois, le BOC n'excluait pas des accords conjoncturels avec l'ERC, en défense des libertés démocratiques dont le statut d'autonomie de la Catalogne. Il appuyait éga-



lement les revendications des petits paysans organisés dans un syndicat, l'*Unió de Rabassaires* (Union des locataires – ceux qui prennent des terres à bail), au sein de laquelle il avait des militants.

DE LA RÉPUBLIQUE À LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Tout cela se concrétisa le 6 octobre 1934 quand la *Generalitat*, présidée par Lluís Companys, ne put que réagir à la remise en cause de ses prérogatives. La victoire de la droite lors des élections législatives de novembre 1933 s'était traduite par l'entrée de ministres de la CEDA, formation réactionnaire cléricalle comptant des nostalgiques de la monarchie, dans le gouvernement du républicain franc-maçon Alejandro Lerroux, qui céda rapidement sa place à Ricardo Samper. La nouvelle équipe ministérielle avait commencé à détricoter les quelques lois adoptées au début de la république qui protégeaient un tant soit peu les salariés et les petits paysans, dans le même temps qu'elle revenait sur les lois laïques.

La *Generalitat*, qui avait obtenu un statut d'autonomie, avait adopté une loi sur les contrats de culture qui répondait en partie aux revendications des exploitants familiaux organisés dans l'*Unió de Rabassaires*. La vigne et l'olivier étaient les principales productions de Catalogne et beaucoup de paysans étaient des métayers, soumis à un régime particulier, la *rabassa morta*, qui ne leur donnait aucune garantie quant à la durée des contrats. Ils voulaient accéder à la propriété des terres qu'ils travaillaient et tout au moins, dans un premier temps, une sécurité quant aux baux, une baisse de la part de récolte accaparée par le propriétaire et, si possible, une location payée en espèces plutôt qu'en produits. Dans beau-

coup de communes, avant même l'adoption de la loi, les paysans avaient réduit d'autorité, parfois même à zéro, la part du propriétaire. La loi des contrats fut violemment contestée par les propriétaires terriens organisés dans l'Institut de San Isidro, soutenus par les bourgeois de la Lliga Regionalista, et le gouvernement Samper trancha en leur faveur en décrétant que la *Generalitat* était allée au-delà de ses prérogatives. C'est en réaction que Lluís Companys proclama le 6 octobre la République catalane, avec le soutien de l'Alliance ouvrière¹¹, avant de capituler quelques heures plus tard aux premières canonnades, laissant les travailleurs désarmés. L'insurrection, qui avait compté dans beaucoup de communes mais pas à Barcelone sur la participation de la CNT, fut défaite en quelques jours. Condamné à trente ans de prison, ce dont est aujourd'hui menacé Carles Puigdemont, Lluís Companys fut libéré par le Front populaire.

Lors de la guerre civile Lluís Companys et les dirigeants de l'ERC s'employèrent, avec le soutien des staliniens du PSUC, à rétablir l'ordre «républicain» menacé par la révolution collectiviste.

DU FRANQUISME À LA «TRANSITION»

La dictature franquiste a opprimé les classes populaires catalanes au même titre que celles de tout l'Etat espagnol, un peu plus durement peut-être pour les punir de leur longue résistance appuyée sur une tradition de gauche et libertaire très marquée; mais de plus, le franquisme avait voulu éradiquer la langue et la culture catalanes, sans la moindre reconnaissance pour les bourgeois qui les avaient soutenues¹², tant l'histoire de l'Espagne se confondait pour le Caudillo avec celle de la Castille et des rois catholiques. Dans les dernières années du régime est apparue une certaine résistance qui s'est manifestée publiquement par des manifestations catalanistes sous couvert d'initiatives culturelles, voire de rassemblements religieux.¹³ Après la mort du Caudillo

ressurgirent les revendications catalanistes, plutôt axées sur les questions de langue et de culture mais avec une demande d'autonomie qui se concrétisait dans celle d'un statut du type de celui dont la Catalogne avait bénéficié à différentes reprises avant la guerre civile. Ce fut l'objet des tractations entre Josep Tarradellas, revenu d'un long exil, et Adolfo Suarez, l'homme de la «transition» chargé de vendre la monarchie léguée par Franco aux forces de gauche et autonomistes.

Ce statut fut mutilé par le conseil constitutionnel qui interdit toute référence à la nation catalane. Les héritiers du franquisme¹⁴, organisés dans l'*Alianza Popular* puis le *Partido Popular*, ont sauvé au mieux l'unité du royaume d'Espagne. □

1 Ou qui construisent un mur à la frontière avec le Mexique.

2 Mais comme le savent les amateurs de rugby, l'Ecosse et le Pays de Galles sont considérés comme des nations au sein du Royaume-Uni dominé par la monarchie anglaise, alors que le nom de nation est dénié à la Catalogne, comme au Pays basque et à la Galice.

3 Les Cortes catalanes étaient une structure oligarchique qui n'avait rien d'un parlement démocratique. Elles garantissaient les «fueros», ensemble de privilèges et de franchises concédés par la monarchie aux féodalités, au clergé et aux cités bourgeoises sans le moindre bénéfice pour la paysannerie, écrasante majorité de la population, soumise à une multitude de taxes, impôts et corvées. La tradition reconnaissait même aux nobles le droit de les maltraiter ! L'Aragon et Valence avaient leurs propres Cortes.

4 L'annexion du Portugal tourna court avec la défaite militaire des Espagnols en 1640. Le Portugal devint un concurrent sérieux dans l'aventure coloniale et le pape arbitra une répartition des terres à conquérir entre les deux royaumes.

5 Les Catalans parlent de la monarchie «borbónica» à propos du roi actuel, héritier dynastique de la couronne après son père, par la grâce du Caudillo.

6 La renaissance catalane est illustrée par le modernisme, incarné par Gaudí et d'autres dont on retrouve les œuvres dans de nombreuses maisons bourgeoises et même dans l'architecture d'usines et de caves viticoles. En revanche, c'est au républicain Pompeu Fabra, réfugié en France en 1939, qu'on doit la modernisation de la grammaire catalane. Dans les dernières années de la dictature franquiste, la «résistance culturelle» de la bourgeoisie catalane consista surtout à danser la sardane le dimanche après la messe !

7 La «mancomunitat» (que les anglo-saxons traduisent par «commonwealth») fut constituée en avril 1914 suite à un compromis entre la Ligue régionaliste dirigée par Enric Prat de la Ribera et Francesc Cambó. C'était un pouvoir administratif régional couvrant les quatre députations (provinces) de Barcelone, Gérone, Tarragone et Lérida. Elle fut dissoute en janvier 1924, ce qui inaugura la campagne d'assimilation espagnoliste.

8 Voir en fin d'article des éléments biographiques sur Companys. Réfugié en France après la défaite des armées républicaines, livré aux franquistes par les nazis, il a été fusillé le 15 octobre 1940.

9 Avant de devenir – se disait-il... – le «Lénine espagnol», Largo Caballero avait été conseiller de la dictature de Primo de Rivera, lequel avait interdit la CNT mais épargné l'UGT.

10 Maurin craignait une dérive fasciste d'une partie de l'État Català avec Josep Dencàs qui avait créé un groupe paramilitaire, les «Escamots». L'appréciation de la politique du BOC, ainsi que des critiques de Trotsky à son égard, sortent du cadre de cet article.

11 Lancée à l'initiative du BOC en réponse à la politique stalinienne de la «troisième période», l'Alliance ouvrière de Catalogne a regroupé dans un premier temps des courants anarchistes et communistes (trotskystes) minoritaires. Elle s'est développée significativement après que les socialistes de Largo Caballero, devenus majoritaires dans l'UGT, eurent repris la proposition à leur compte.

12 Comme l'écrivain catalan Josep Pla et d'autres qui se rallièrent au franquisme par peur de l'anarchie, mais prirent leurs distances en raison de l'anticatalanisme du Caudillo.

13 L'abbaye de Montserrat accueillit en décembre 1970 une réunion de 300 intellectuels catalans contre la répression au Pays basque. Certaines paroisses aidèrent l'organisation des Commissions ouvrières, une partie du clergé rompait avec le franquisme.

14 Mariano Rajoy s'est initié tout jeune à la politique au sein de l'Union nationale espagnole, un parti créé en 1975 par un ancien ministre de Franco.



Référendum du 1er octobre à Barcelone : dans un rassemblement pour l'unité de l'Espagne. DR.

Sainte-alliance capitaliste contre la république catalane

PAR GÉRARD FLORENSON

Le gouvernement de la Generalitat croyait s'engager dans une voie facile, une consultation à l'écossaise mais avec un Oui à la clé, une séparation de l'Etat espagnol appuyée par les «acteurs économiques» et pouvant compter sur la neutralité plus ou moins bienveillante des autres pays européens et de la Commission. Il n'en a rien été.

Dès le début du processus indépendantiste, le grand patronat a marqué son opposition. Le «Forum de l'économie» a multiplié les mises en garde. Le «Foment de Treball» (le Medef catalan) avait qualifié dès juillet la convocation du référendum de «coup d'état juridique» et dénoncé une irresponsabilité politique aux conséquences imprévisibles.¹ Même ton du côté de *La Vanguardia*, le «quotidien de référence» : dans ses deux éditions, castillane et catalane, il adjurait Puigdemont de ne pas lancer la Catalogne dans le mur.

Les capitalistes ont «voté» dès le 2 octobre en participant, en étroite collaboration avec l'Etat espagnol, au *golpe de mercado* (coup d'état des marchés). Des huit grandes entreprises cotées à l'IBEX 35 (le CAC40 espagnol), sept ont transféré leur siège social hors de Catalogne et plus de mille autres ont suivi un mouvement qui s'amplifie : une fuite encouragée par le gouvernement espagnol qui a réduit les délais légaux pour ces transferts. Il s'agit d'opérer un retournement de l'opinion en agitant le spectre d'un effondrement économique. L'Union européenne joue un rôle majeur dans cette stratégie.

La bourgeoisie catalane n'a plus rien de nationale au sens où ses intérêts seraient distincts de ceux des autres capitalistes espagnols. C'est de l'Etat central qu'elle attend un appui pour renforcer la position de ses entreprises sur les marchés européens et mondiaux. Et si on peut trouver quelques patrons – généralement de PME – pour espérer que l'indépendance génère des économies budgétaires et améliore la compétitivité,

cela s'inscrit simplement dans la contestation des «charges» et des «contraintes», leitmotiv du patronat catalan, castillan ou français. L'Etat espagnol, avec le PSOE comme avec le PP, a déjà bien avancé dans la déréglementation du travail et la casse de la protection sociale et des retraites, avec la complicité des principaux syndicats, CCOO et UGT.

Situation paradoxale : le PDeCAT, à la tête du gouvernement de la *Generalitat*, est un parti bourgeois libéral, de centre-droit, partisan de l'Union européenne (il appartient au groupe parlementaire européen Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe), mais il n'a le soutien que de franges marginales du patronat et la Commission européenne lui tourne le dos. Le principal parti bourgeois catalan est comme suspendu en l'air. Comment comprendre qu'il se retrouve ainsi à contre-courant des classes dominantes ?

Le Parti démocrate européen catalan a été fondé par Artur Mas le 10 juillet 2016, suite à la crise de Convergence et Union.² Il se situe dans la filiation de la Convergence démocratique de Catalogne créée après la mort de Franco. La bourgeoisie catalane, dont les représentants politiques d'avant-guerre s'étaient ralliés au soulèvement fasciste³, se redonnait un parti régionaliste présentable, présidé par Jordi Pujol qui avait été emprisonné pendant trois ans sous la dictature, tout en recyclant des individus qui avaient collaboré avec le Mouvement (franquiste) dans les dernières années. CDC s'allia alternativement avec le PP et le PSOE.

Ces dernières années le parti, qui

avait obtenu plus de 45% aux élections catalanes avec Pujol, avait perdu des voix alors que la formation traditionnelle de la petite-bourgeoisie, l'Esquerra Republicana de Catalunya, progressait. La réponse de Mas fut de lui disputer le terrain de l'indépendantisme tout en passant un accord, *Junts pel Sí* (Ensemble pour le oui), pour les élections de 2015 ; pari risqué que la bourgeoisie ne lui a pas pardonné. Il aura fallu l'intransigeance et la violence de l'Etat espagnol, suscitant de nouvelles manifestations populaires, pour que le PDeCAT ne capitule pas et, à l'exception de trois députés, vote l'indépendance, Puigdemont ayant hésité jusqu'à la dernière heure avant de rejeter les prétentions de Rajoy. La démission à la veille du vote du «conseiller» (ministre) en charge des entreprises, Santi Vila, est un élément à ne pas négliger.

La bourgeoisie catalane, en front commun avec l'Etat espagnol et l'Union européenne, a commencé le sabotage économique. Ce n'est pas du *Govern*, qui ne s'attendait pas à cette réaction brutale, qu'il faut espérer une réponse. Au-delà de la proclamation d'indépendance c'est bien un conflit de classe qui exige des «défenseurs de la République» une politique radicale, mettant à l'ordre du jour l'expropriation des capitalistes. □

¹ https://www.ara.cat/politica/Foment-del-Treball-considera-referendum_0_1840616018.html

² *Convergència i Unió* regroupait la Convergence démocratique de Catalogne (CDC), parti de centre-droit laïque créé par Jordi Pujol, et les démocrates-chrétiens de l'Union démocratique de Catalogne (UDC). Elle éclata quand ces derniers s'opposèrent au tournant indépendantiste d'Artur Mas. L'UDC a disparu de la scène politique.

³ Dont Francesc Cambó, dirigeant de la Ligue régionaliste (droite catalaniste).

Face au « Plan logement » du gouvernement Macron

PAR JEAN-MARC BOURQUIN

La question a été mise sur le tapis de façon spectaculaire et brutale en plein été, par l'annonce faite de la baisse des APL de 5 euros par mois. Provocation destinée à préparer l'offensive, à préparer les esprits à la réalité des intentions du gouvernement...



Un cortège du DAL, le 16 juin 2016 à Paris. Photothèque rouge/Milo.

L'économie réalisée par cette mesure, 32,5 millions d'euros par mois, est dérisoire mais affecte quand même 6,5 millions de ménages dont 800 000 étudiants. Ce signal donné d'une offensive contre les moins fortunés a eu un coût politique très négatif pour le gouvernement, qu'il a tenté d'amoindrir en annonçant une réforme plus large et plus fondamentale de l'ensemble de la politique du logement. Celle-ci a été présentée le 20 septembre sous la forme d'un « plan logement » qui devrait être suivi d'une loi en fin d'an-

née.

La baisse de cinq euros de toutes les APL a été confirmée. Elle se poursuivra en 2018 et pourra être augmentée par simple décret du gouvernement. Mais elle s'est accompagnée de l'annonce d'une baisse du montant des APL versées aux bailleurs sociaux, de l'ordre de 50 euros, sans modification des loyers payés par le locataire.

Le gouvernement considère, avec nombres d'économistes libéraux, que les aides au logement directement perçues par les propriétaires ou les bailleurs sont des incitations à la

hausse des loyers. En effet, les propriétaires établiraient leurs loyers en fonction de l'APL, ce qui aurait une logique inflationniste. Jacques Mézard, le ministre en charge du logement, argumente en affirmant que « quand on met un euro de plus sur l'APL, ça fait 78 centimes de hausse des loyers ».

Cette affirmation reste à démontrer. En effet, depuis les années 2000, les loyers augmentent plus vite que les aides perçues par les locataires. Et a contrario, rien ne dit que la baisse des APL va entraîner une baisse des loyers. D'autant que le gouvernement n'a rien

imposé aux bailleurs privés, qui vont continuer à percevoir l'APL à un niveau supérieur à celui des bailleurs sociaux (8,5 milliards d'euros pour les bailleurs privés, contre 8,2 milliards pour les bailleurs sociaux), alors qu'ils sont directement responsables de la hausse des loyers. L'appel de Macron demandant aux propriétaires de baisser les loyers de cinq euros a immédiatement été contré par ces derniers.

UNE PONCTION SUR LES LOCATAIRES

Le gouvernement lorgne sur la cagnotte de certains bailleurs sociaux, les «dodus dormants», qui ont de la trésorerie; des bailleurs qui encaissent les loyers et ne réinvestissent pas en rénovation ou en construction. Depuis longtemps déjà, les gouvernements successifs ont fait pression sur eux pour récupérer ces fonds. Sarkozy avait tenté de les taxer. Hollande a obtenu la signature en 2014 d'un accord de compensation entre les bailleurs fortunés et ceux qui le sont moins, 340 millions d'euros par an sur trois ans, pour corriger cette situation. Jacques Mézard parle quant à lui de 30 milliards d'euros de trésorerie et d'une ponction possible de 1,4 milliard. Mais ces bailleurs ne se situent pas dans les zones tendues des grandes agglomérations et en général ne sont pas des offices publics.

Si le ministre évoque de possibles compensations, en discussion, la réduction des APL ne vise pas à améliorer la situation des organismes HLM. C'est juste une ponction sur l'argent des locataires, pour boucler le budget 2018 sur leur dos. Ce faisant, elle risque de fragiliser les bailleurs les plus pauvres qui logent souvent les populations les moins fortunées, en remettant en cause les réhabilitations, les rénovations, les constructions neuves.

C'est une attaque sans précédent contre le logement social, faite avec désinvolture tant les conséquences ont été si peu étudiées. Des questions se posent immédiatement: y aura-t-il augmentation des loyers des locataires ne touchant pas d'APL? Les bailleurs sociaux ne vont-ils pas préférer des locataires sans APL (ce qui est déjà le cas) et du coup aggraver l'exclusion du logement des plus pauvres? Quelles conséquences sur les salaires des personnels des bailleurs? Autant de problèmes qui pour le moment sont sans réponse ou balayés par un premier ministre qui prétend que cette ponction sera sans effet sur les locataires. Evidemment, les locataires seront au bout du compte impactés par ce qui va fragiliser leur bailleur.

Plus largement l'USH, Union sociale pour l'habitat, qui regroupe l'ensemble des bailleurs sociaux, a raison de dire que plus de

120 bailleurs HLM sont menacés de faillite par cette mesure, qui entraînera de fait une accélération du processus de concentration des bailleurs et une privatisation accélérée des OPH (offices publics de HLM). On reconnaît bien là l'objectif du gouvernement d'accélérer la remise en cause du système HLM qui existe en France depuis l'après-guerre.

Dans la même logique, le gouvernement a annoncé une accélération des ventes d'appartements HLM, l'objectif à atteindre étant de 40 000 logements par an, alors qu'aujourd'hui leur nombre tourne autour de 10 000. C'est un facteur supplémentaire de fragilisation des bailleurs, qui bien sûr vendront les appartements en meilleur état et les mieux situés, et du coup garderont les moins «rentables». Par ailleurs, la vente de ces logements sociaux est souvent un leurre pour leurs acheteurs, qui se trouvent confrontés aux problèmes d'entretien du bâtiment et à une hausse brutale des charges. Les copropriétés sont alors fragilisées, incapables de faire face aux frais qui dépassent de très loin le niveau de revenu modeste de ses propriétaires occupants.

Les organismes HLM, les associations des locataires se sont immédiatement mobilisés. Un appel «Vive l'APL» a été signé par 42 associations et l'USH, qui a tenu son congrès la dernière semaine de septembre, a rompu les négociations avec le gouvernement.

DES GARANTIES AUX CAPITALISTES DE L'IMMOBILIER

Dans le plan logement du gouvernement existent aussi toute une série de mesures qui ont moins fait la une mais ont une cohérence certaine: le maintien des prêts à taux zéro pour la construction neuve et celui de l'investissement Pinel¹ jusqu'en 2021, qui seront simplement concentrés sur les zones tendues en demande de logement, deux mesures qui ont globalement rassuré les investisseurs immobiliers; l'abattement fiscal sur les plus-values réalisées par la vente de terrains à bâtir, qui peut aller jusqu'à 100% si la destination du terrain est du logement social; l'annonce faite du «zéro nouvelles normes» dans la construction pendant tout le quinquennat; la limitation des recours engagés contre des projets immobiliers... Autant de garanties données aux capitalistes de l'immobilier qui encaissent les avantages quand le logement social, lui, est fragilisé.

La volonté d'alléger, de simplifier le droit du travail trouve sa correspondance dans le discours sur la simplification des normes environnementales et sociales de la construction, comme si elles avaient été élaborées sans raison par simple entraînement bureaucratique. Celles-ci sont présentées comme des obstacles dont il faudrait se «libérer»: «on me dira que je ne res-

pecte pas l'environnement, ou parfois le handicap, parfois ceci ou cela. Mais il faut du pragmatisme, car c'est essentiel pour résoudre le problème du logement», s'est justifié Macron. Comment mieux dire son intention de résoudre le problème par la perspective assumée du logement à deux vitesses, ne proposant plus les mêmes garanties pour le logement des plus pauvres? De même, la proposition d'un bail «mobilité» de 1 à 10 mois non renouvelable et sans dépôt de garantie (assurée par l'Etat), destiné aux salariés en situation de mobilité, apparaît comme la réponse gouvernementale à la précarisation des contrats de travail. Travail précaire, salaire précaire, logement précaire, bail précaire, tout est dit.

Reste la question de l'hébergement d'urgence. Macron s'est déplacé à Toulouse pour annoncer la création de 50 000 places nouvelles en centres d'hébergement, une hausse de 10% du budget du logement d'urgence, et la création de 40 000 logements «très sociaux» dans treize agglomérations. Il ne faut pas y voir une quelconque poussée progressiste. Il faut dire que la crise actuelle de l'hébergement d'urgence est telle qu'il ne fonctionne plus, tout en coûtant très cher. La faillite du 115 (dispositif d'hébergement d'urgence du Samu social) est avérée. Les nuitées d'hôtel gérées par celui-ci engraisent des hôteliers qui louent des chambres pour des familles à 2000 ou 3000 euros par mois, sans possibilité d'y vivre durablement et décemment (interdiction de cuisiner...). Evidemment, à ce prix, il est possible de gérer cette situation autrement, à moindre coût. Le gouvernement semble gagné au dispositif «Solibail», logements ou pensions dans le parc social dont le loyer «normal» est garanti au propriétaire par l'Etat avec une association faisant la médiation. Mais quelle garantie y a-t-il que ces promesses voient un commencement de réalisation?

Macron et son gouvernement ont annoncé un «choc de l'offre» de logement pour faire baisser les prix et résoudre la crise. Mais la politique qu'ils mettent en œuvre a déjà été appliquée et on en connaît les effets: d'un côté, pression sur le logement social, sur les locataires à qui on fait porter l'essentiel de l'effort d'austérité; de l'autre, ouverture des vannes aux spéculateurs immobiliers pour les inciter à construire. Sans contrainte, la loi du marché sur les sols et la construction immobilière va produire ce qu'elle a déjà produit, la hausse des prix, c'est-à-dire tout le contraire de ce qui est annoncé, ainsi que l'exclusion des plus pauvres des centres-villes et la poursuite de la crise du logement. □

¹ Prévoyant une défiscalisation pour les acquéreurs de logements neufs qui s'engagent à les louer pendant une certaine durée. Mesure votée sous Hollande – la «radicale de gauche» Sylvia Pinel ayant été ministre du logement dans les gouvernements Valls.

Contre Uber, Deliveroo et leur monde, la force des travailleurs, c'est la grève

PAR CAMILLE LEFEBVRE

Face à la violence des plateformes numériques leur imposant des conditions de travail dignes du 19^e siècle, et devant l'inefficacité d'une justice de classe, les travailleurs ubérisés utilisent l'arme de la grève pour améliorer leur quotidien.

Le Code du travail est régulièrement la cible du patronat et des hommes politiques à ses ordres. Il faudrait paraît-il le simplifier, c'est-à-dire donner toujours plus de latitude aux employeurs pour licencier, pour réduire les salaires, pour augmenter la durée du travail, comme l'ont fait les réformes successives atteignant leur apogée avec les ordonnances Macron. Mais une autre façon d'attaquer le Code du travail est de réduire son champ d'application. C'est ce qui se passe avec les travailleurs dits « ubérisés ». Leur particularité est d'être placés sous statut d'indépendant, un contrat commercial les liant à une plateforme numérique. Par conséquent, le Code du travail ne s'applique pas à leur relation de travail. Normal, puisque, à en croire les apologistes de l'ubérisation, celle-ci fait vivre à ces travailleurs les joies de la liberté.

TRAVAILLEUR UBÉRISÉ : UN « JOB COOL » ?

« C'est un job cool, nous ne forçons personne ». Voici les propos tenus par Boris Mittermüller, directeur général de Foodora France, à propos des coursiers à vélo, ces travailleurs précaires emblématiques de l'ubérisation. Combien sont-ils en France ? L'absence d'estimation statistique sérieuse du nombre d'emplois total que l'ubérisation représente empêche de saisir précisément l'ampleur des dégâts. Mais on peut tout de même se baser sur les chiffres donnés par les plateformes emblématiques de cette économie. Deliveroo revendique 7500 livreurs à vélo dans toute la France, Foodora 2000 (essentiellement à Paris). Uber se targue de faire travailler 15 000 chauffeurs en France. Il s'agit donc bien de grandes entreprises, employant une main-d'œuvre nombreuse,

contrairement à l'image de petites start-up qu'elles aiment adopter.

Cette image va de pair avec celle du prétendu « job cool » assorti d'une grande liberté que ces plateformes offrirait à leurs collaborateurs. A en croire les communicants de Foodora, Deliveroo et consort, les coursiers à vélo sillonnant les rues des grandes villes pour livrer des commandes de restaurant à domicile seraient tous des étudiants, des intermittents du spectacle ou des amateurs de cyclisme qui arrondissent leurs fins de mois tout en faisant du sport. Un profil qui correspond peu à la réalité. Une étude réalisée par l'Institut français des sciences et technologies des transports indique clairement qu'avec le développement de l'ubérisation, le profil des coursiers change et passe d'une population d'amateurs à des personnes pour qui cela constitue l'emploi principal. Ils sont peu qualifiés et davantage issus des quartiers populaires de banlieue. 42% de ceux qui ont débuté il y a moins de six mois n'ont pas dépassé le collège. Cette catégorie travaille en général tous les jours, pendant plus de huit heures. On est bien loin du job « cool » et « d'appoint », décrit par les plateformes.

LE CODE DU TRAVAIL EN MIETTES

Cependant, même si le Code du travail n'est pas censé s'appliquer aux ubérisés, et histoire de brouiller les pistes – et de donner quelques miettes aux chauffeurs de VTC qui ont fait parler d'eux par leurs grèves et leurs manifestations sous Hollande –, la loi Travail a créé en 2016, au sein du Code du travail, un chapitre intitulé « adaptation du droit du travail à l'ère du numérique ». Ce chapitre se dit applicable « aux travailleurs indépendants recourant, pour l'exercice de leur activité professionnelle, à une ou plusieurs plateformes de mise en relation par voie électronique ».

Le Code du travail est donc clair : les travailleurs ubérisés sont, sauf exception, des indépendants. Les seuls droits dont ils vont pouvoir bénéficier sont les quelques miettes qui leur sont accordées par ce chapitre :

- La liberté de se syndiquer et un ersatz de droit de grève (le droit de « refuser de fournir leurs services de manière concertée, afin de défendre des revendications professionnelles » sans pouvoir faire l'objet de mesure de rétorsion) ;
- L'obligation faite aux plateformes de souscrire un contrat collectif d'assurance couvrant les accidents du travail ou de rembourser la cotisation payée par les travailleurs qui s'assurent individuellement (notamment via une assurance privée). Avec bien sûr le risque qu'après deux ou trois accidents, la plateforme se sépare du travailleur dont les cotisations seront devenues trop chères pour le remplacer par un concurrent moins coûteux...
- En matière de formation professionnelle, la loi prévoit une faible contribution des plateformes à la formation professionnelle des travailleurs utilisant leurs services.

Voilà donc en quelques lignes le Code du travail réduit à peau de chagrin pour ces travailleurs, au prétexte de la liberté dont ils jouissent du fait d'être indépendant. Une liberté comparable à celle de la libre poule face au renard libre dans le poulailler libre...

Ainsi, lors d'une séance de recrutement – racontée par un journaliste devenu coursier à vélo le temps d'un reportage –, le recruteur est clair : c'est la précarité ou la porte, à n'importe quel prix, y compris celui de vies humaines. « On comprend que les "450 postulants par semaine" pourront nous remplacer en cas de faute ou d'inefficacité. Il insiste sur la sécurité et raconte qu'il a "un coursier dans le coma, un

décès l'année dernière et une piétonne dans le coma après avoir été percutée par un coursier..." Le mot d'ordre: "faites au mieux en restant en sécurité", dit-il, avant d'ajouter "mais si vous n'êtes pas performants, on arrête". Cette hypocrisie autour de la sécurité est criante lors du test d'appétitude, qui consiste à suivre un "capitaine" d'équipe, ce dernier multipliant les entorses au code de la route, passant aux feux rouges. Derrière lui, nous faisons de même, car ceux qui ne lui collent pas à la roue ne seront pas sélectionnés.»¹

Face à la violence de leurs conditions de travail, de nombreux travailleurs ubérisés s'engagent dans différents pays dans des procédures juridiques de requalification de leurs contrats commerciaux en contrats de travail.

DES VICTOIRES JURIDIQUES ALÉATOIRES ET INCERTAINES

• En Grande-Bretagne, en octobre 2016, des chauffeurs ont infligé une défaite juridique à Uber. Le tribunal du travail de Londres a condamné le géant américain à reconnaître ses chauffeurs comme des employés, et non comme des auto-entrepreneurs. Uber va devoir leur payer le salaire minimum (7,5 livres de l'heure), le droit à des pauses régulières et des congés payés. Uber faisait valoir qu'elle n'était qu'une plateforme permettant de relier entre elles 30 000 petites entreprises. Mais le juge a été clair: «il n'est pas vrai de considérer qu'Uber travaille pour les chauffeurs. La seule interprétation sensée est que la relation marche en sens inverse.» Uber est donc une entreprise de 30 000 employés à Londres, et 40 000

dans l'ensemble du Royaume-Uni. Evidemment, Uber a fait appel. L'audience s'est tenue le 27 septembre mais le contenu de la décision n'est pas encore connu. Dans l'attente, pour tenter d'amadouer les chauffeurs et leurs syndicats (IWGB et GMB), Uber a annoncé des changements à la marge permettant aux clients de donner un pourboire aux chauffeurs. Rien de suffisant pour augmenter les salaires de misère (entre 5 et 6 livres de l'heure). La pression s'accroît sur l'entreprise car dans le même temps, Uber vient d'être interdit à Londres (une procédure d'appel suspend cependant temporairement la décision) en raison, notamment, de failles dans les contrôles des casiers judiciaires et des certificats médicaux de ses conducteurs. Pour l'instant, toutes ces décisions mettant Uber en difficulté ne sont pas encore applicables et il y a fort à parier que l'entreprise s'en sorte à bon compte via la négociation avec les pouvoirs politiques.

Suivant l'exemple des chauffeurs Uber, des livreurs Deliveroo britanniques ont intenté une action en requalification de leurs contrats en novembre 2016. «Nous voulons être reconnus comme des salariés à part entière, avoir droit à un revenu minimum. Hier, en six heures, je n'ai fait que six livraisons. J'ai gagné 3,75 livres (4,40 euros) de l'heure seulement», explique Billy à l'AFP. Une rémunération bien en deçà du salaire horaire minimum en vigueur au Royaume-Uni pour les 18-20 ans, fixé à 5,55 livres (6,50 euros). Le résultat de cette procédure n'est pas encore connu.

• Aux Etats-Unis, Uber est également sous pression et a accepté de payer jusqu'à 100 millions de dollars pour

clôre deux recours collectifs, en Californie et dans le Massachusetts, qui menacent de changer le statut de ses chauffeurs. Le «California Labour Commissioner» avait reconnu le statut d'employée à une chauffeuse Uber en juin 2015, condamnant Uber à lui rembourser tous ses frais et à lui payer des heures supplémentaires. Uber a fait appel et l'affaire est en cours. Cependant, le tribunal qui devait valider l'accord sur ces 100 millions de dollars ne l'a pas fait, car il l'a estimé insuffisant au regard de ce que l'Etat de Californie pourrait recouvrer comme amendes en cas de condamnation. Le but de cette *class action*, dont des milliers de chauffeurs font désormais partie, est de faire reconnaître le statut d'employé par une cour fédérale. La procédure juridique est en cours, à suivre donc...

• En France, les victoires de travailleurs ubérisés sur le terrain juridique restent pour l'instant très incertaines et surtout très rares. En janvier 2017, un chauffeur VTC auto-entrepreneur avait réussi à se faire requalifier en salarié de l'entreprise Le Cab. Le Conseil des prud'hommes de Paris avait estimé que les sujétions imposées au chauffeur, couplées à l'absence de toute possibilité concrète de développer une clientèle extérieure à cette plateforme, devaient conduire à reconnaître le salariat. Les juges avaient relevé que «le chauffeur est interdit de maraude et de recourir à une société concurrente, si bien qu'il ne dispose pas de la possibilité de trouver une clientèle».

En conséquence de ce jugement, la société a été obligée de payer des rappels de salaire importants (application des minima salariaux, paiement de centaines d'heures supplémentaires, indemnités pour travail le dimanche, pour l'entretien du costume, etc.) ainsi qu'une lourde indemnité pour travail dissimulé. Cette solution ne doit cependant pas faire l'objet d'une «surinterprétation» car en matière de requalification, les juges apprécient au cas par cas chaque situation. Le travailleur doit démontrer qu'existait par rapport à son donneur d'ordre un «lien de subordination juridique permanente». De nombreuses preuves doivent être réunies pour démontrer que le donneur d'ordre exerce sur le salarié un pouvoir de direction, de



Manifestation de chauffeurs VTC Uber le 23 décembre 2016, Porte de la Villette à Paris. DR.



contrôle et de sanction. De plus, les tribunaux exigent que soit également constituée une situation de dépendance économique du travailleur, par exemple le fait d'avoir pour seul client une unique plateforme. Juridiquement, les plateformes se protègent de mieux en mieux du risque de requalification en ôtant de leurs contrats commerciaux passés avec les travailleurs les clauses d'exclusivité – qui interdisaient par exemple aux coursiers à vélo de travailler en même temps pour plusieurs plateformes.

Dans ce contexte, il est difficile pour les travailleurs ubérisés d'obtenir gain de cause sur le terrain juridique. Récemment, les prud'hommes de Paris se sont déclarés incompétents pour juger du cas de neuf livreurs à vélo de Take Eat Easy (cette plateforme de livraison de repas qui avait mis la clef sous la porte du jour au lendemain, laissant sur le carreau de nombreux travailleurs). Ils ont été renvoyés au tribunal de commerce, les prud'hommes considérant que les coursiers étaient bien des indépendants, accueillant donc favorablement la position des avocats de l'entreprise pour qui les livreurs « avaient une totale liberté d'organiser leur travail » et « pouvaient collaborer avec des applications concurrentes ». Les neuf livreurs réclamaient chacun plus de 13 000 euros de dommages et intérêt pour « rupture abusive » du contrat et « travail dissimulé », ainsi que plusieurs milliers d'euros au titre de rappels de salaire et de congés payés. La solution adoptée à Paris a déjà été retenue dans trois précédents dossiers, dont l'un a été confirmé en appel le 20 avril 2017.

Peu importe donc la réalité des conditions de travail (voir notamment l'interview de Steven dans les pages suivantes) de ces travailleurs qui triment bel et bien pour des entreprises leur imposant de nombreuses règles (horaires à respecter, tenues à porter, objectifs de productivité à atteindre), et cela pour des salaires de misère et avec des risques réels de sanctions si le travail n'est pas fait. Peu importe car les juges, perméables à l'état du rapport de force entre les classes dans la société, ne retiennent de ces situations que l'aspect le plus superficiel et le plus favorable aux patrons : la liberté laissée aux travailleurs de contracter, s'ils le

souhaitent, avec une autre plateforme fait d'eux des indépendants.

Rappelons donc en conclusion que les actions menées sur le plan juridique sont importantes car elles peuvent, quand elles réussissent, coûter cher à l'entreprise et donner confiance aux travailleurs par leur poids symbolique. Mais bien évidemment, il faut les articuler avec des luttes, car la victoire juridique est très souvent réversible, l'entreprise apprenant de sa défaite pour ne plus perdre la fois d'après et la loi évoluant, sans rapport de forces, dans un sens toujours plus favorable aux grandes entreprises.

LA FORCE DES TRAVAILLEURS, C'EST LA GRÈVE !

Sur le plan des luttes, les travailleurs ubérisés nous ont clairement montré la voie ces derniers temps.

En décembre 2016, les chauffeurs VTC ont engagé un bras de fer avec Uber au moyen d'un mouvement de grève très suivi revendiquant une hausse des tarifs et l'arrêt des augmentations de commissions prises par Uber sur chaque course. Ce-

dans des promesses de réglementation des tarifs une fois les élections passées. Rien de nouveau cependant depuis l'élection de Macron. Une nouvelle grève ne serait pas de trop !

Puis, cet été, ce sont les livreurs à vélo de Deliveroo qui se sont mobilisés contre de nouveaux contrats imposés par la plateforme et les forçant à accepter de devenir des tâcherons. Cette lutte exemplaire a démontré à tous ceux qui croyaient les travailleurs indépendants incapables d'actions collectives que les plus précaires, les plus isolés, peuvent relever la tête.

Avec ces exemples concrets de luttes des travailleurs ubérisés, on est bien loin de l'idée reçue selon laquelle l'heure serait à la disparition de l'exploiteur devenu invisible (car numérique) et à l'avènement d'un collectif de travail tellement éclaté qu'il serait incapable de se battre. On est également loin du mythe de l'ubérisation heureuse, vendu par Macron. La détermination que ces travailleurs ont montrée cet été est un encouragement à se mobiliser pour refuser l'avenir de précarité et de chacun pour soi que les capitalistes veulent nous imposer.



Le 15 mars 2017 à Lyon, manifestation de livreurs à vélo Foodora 2000, Deliveroo et Ubereats. DR.

pendant, la grève a été dure à tenir, les chauffeurs les plus impliqués se faisant « virer » (déconnecter de la plateforme) – ce qui a par la suite donné lieu aux dispositions du Code du travail sur le pseudo droit de grève, évoquées au début de cet article. Le mouvement s'est ensuite enlisé dans des discussions de l'intersyndicale avec Uber et le gouvernement, et

Aux militants donc d'être à l'offensive pour construire et faire converger les luttes, en faisant preuve d'autant d'imagination pour organiser et lutter que les capitalistes en ont pour donner des habits neufs à l'exploitation. □

1 « Pédale ou crève », reportage sur le site du Monde de Philippe Euzen, 5 juin 2017, http://www.lemonde.fr/entreprises/visuel/2017/06/05/pedale-ou-creve-dans-la-peau-d-un-livreur-foodora_5138990_1656994.html

ENTRETIEN AVEC STEVEN, LIVREUR DELIVEROO, MEMBRE DU « CLAP »

« Nous n'attendons rien des pouvoirs publics, tout passe par la lutte »

PROPOS RECUEILLIS PAR CAMILLE LEFEBVRE

Steven, 23 ans, travaille chez Deliveroo depuis dix mois. Avec d'autres livreurs, il fait partie du Collectif des livreurs autonomes de Paris, le CLAP. Ce collectif, créé il y a environ un an, a pour but de regrouper les livreurs de toutes les plateformes, syndiqués ou non, à vélo ou en scooter. Steven est également syndiqué chez Sud Commerce-services, où il existe maintenant, depuis la mobilisation d'août dernier, une section coursiers.

Tu es livreur à vélo chez Deliveroo. Cet été, vous avez mené une lutte exemplaire. Peux-tu nous rappeler de quoi est partie la colère et quelles sont vos revendications ? Au début du mois d'août, Deliveroo a envoyé un message aux livreurs les plus anciens pour leur annoncer un changement de contrat. Le message était simple : ils passaient de 7,5 euros garantis de l'heure plus 2 à 4 euros par course effectuée, à 5 euros par course. Ceux qui refusaient n'avaient qu'à trouver un autre travail. Pour nous, c'est une généralisation du travail à la tâche. Il faut bien comprendre qu'on est dépendant des commandes passées sur la plateforme, et qu'il peut se passer plusieurs heures où l'on est disponible pour la boîte sans être payé. Avec le collectif nous demandons des minima horaires garantis (15 euros par heure) et une requalification de la course à 7,5 euros. Il faut savoir que ces chiffres ne sont pas « nets » : ce que nous gagnons est un chiffre d'affaires dont il faut retirer 25% qu'on doit donner pour cotiser au RSI, plus le coût de l'entretien de notre vélo, d'un smartphone, et l'équivalent des cotisations auxquelles nous n'avons pas droit, pour le chômage, les congés payés, la retraite etc.

Comment avez-vous lutté ?

Nous nous sommes aidés des différentes expériences de lutte dans d'autres pays, en Angleterre ou en Espagne par exemple. Nous sommes extrêmement précaires, nous n'avons pas de sécurité de l'emploi puisque les plateformes peuvent nous virer sans aucune forme de procès ou de justification. Nous avons donc dû repenser la question de la mobilisation et de la grève pour à la fois nous protéger, et mettre un maximum de pression sur la boîte. Nous avons donc appelé à des rassemblements sur des places, où nous

attendons nos commandes. Nous avons fait des prises de parole pour rompre l'isolement, puis nous sommes partis en manif sauvage à pied, à vélo, pour aller bloquer les commandes Deliveroo des restaurants. L'intérêt de cette stratégie est multiple. La boîte ne sait pas qui sont les livreurs participant au mouvement et on crée un rapport de forces, en faisant perdre de l'argent à la boîte, tout en pouvant alerter les médias sur notre situation.

Avec quelles formes d'organisation avez-vous mené la lutte ?

Comme je le disais, à Paris et dans la plupart des villes nous sommes organisés au sein de collectifs et certains membres sont syndiqués. Mais ce n'est pas partout le cas. A Bordeaux par exemple, les livreurs sont organisés uniquement au sein de la CGT. Les collectifs ont l'avantage de permettre à des livreurs de s'organiser facilement, et de commencer à rompre l'isolement. Les syndicats apportent quant à eux une structure organisationnelle, financière et une expérience indispensable pour la lutte. Ces deux approches sont complémentaires.

Quels sont les liens que vous avez développés avec des livreurs d'autres pays ? A quoi cela vous a-t-il servi ?

Le 27 septembre dernier, nous avons organisé le premier mouvement de lutte international des livreurs ubérisés. Nous avons organisé des rassemblements dans différentes villes françaises et au niveau européen (Italie, Angleterre, Allemagne). Si cela n'a pas été très suivi à Paris, c'est tout de même une première expérience de grève transnationale. Il faut bien comprendre que l'exploitation et la précarité absolue de nos conditions de travail, le fait que nous soyons soumis à des

multinationales, nous obligent à penser la lutte au niveau global. Paradoxalement, en voulant nous isoler, ils nous obligent à penser la lutte à ce niveau là. C'est une des contradictions du capitalisme moderne. Pour l'instant, nous nous coordonnons principalement par Whatsapp avec les autres collectifs. Mais des copains du CLAP sont allés à Turin le mois dernier pour discuter avec les collectifs locaux à l'occasion du G7 sur les plateformes numériques. Une rencontre devrait également avoir lieu à Berlin d'ici la fin de l'année. Nous espérons créer les bases d'un vrai mouvement transnational de lutte, qui nous l'espérons pourra dépasser la question des livreurs pour aller vers toutes les champs de précarité.

Où en est votre mobilisation aujourd'hui ? Qu'avez-vous obtenu ?

Après plusieurs journées de grève, plusieurs manifestations et une occupation des locaux, nous avons obtenu de rencontrer le PDG de Deliveroo France. Nous avons obtenu qu'aucun livreur mobilisé ne soit sanctionné pour sa participation. Mais nous avons surtout obtenu une assurance gratuite payée à tous les coursiers. Il faut comprendre que puisque nous ne sommes pas considérés comme des salariés, nous n'avons pas le droit à la sécurité sociale. Lorsqu'on se blessait, tous les frais étaient à notre charge à moins de souscrire à une assurance privée, ce que 60 à 80% des livreurs ne faisaient pas. Celle-ci est maintenant payée par la boîte. Nous sommes également en discussion avec la boîte par l'intermédiaire des syndicats pour créer un cadre pérenne de représentation du personnel. On



attend de voir, et nous restons vigilants sur cette question.

Quelles perspectives vois-tu pour la suite?

Actuellement, on essaie de se structurer au niveau national. Une rencontre de tous les collectifs de France aura lieu début novembre, on va essayer de développer l'échange d'informations, de rompre l'isolement et de se coordonner. Une prochaine

vail: les juges ont estimé qu'ils sont bien des indépendants, «libres d'organiser leur travail» et donc que les prud'hommes ne sont pas compétents. Qu'est-ce que ça t'inspire?

Il y a une fuite de l'ensemble des pouvoirs publics, qui se considèrent, à tous niveaux, comme incompetents, pour répondre aux problématiques de l'ubérisation. On reste dans une zone grise de laquelle on ne sortira jamais si on ne se bat pas à la base, nous livreurs. Nous n'attendons rien des pouvoirs publics qui depuis longtemps déjà

pecter (port de la tenue, modalités de travail, etc.) qui montrent bien qu'il y a une subordination. Nous devons rendre des comptes aux plateformes, nous sommes pénalisés si nous ne travaillons pas le week-end ou si nous annulons des heures de travail.

Est-ce que la perspective, c'est de revendiquer le fait de devenir salariés des plateformes pour lesquelles les livreurs travaillent?

Nous ne prenons pas la question dans ce sens

Le CLAP dans les rues de Paris, en août 2017. DR.



rencontre est également prévue avec la direction de la boîte, on va essayer de faire venir un maximum de livreurs de ces collectifs, de faire un rassemblement devant le lieu de la rencontre et une assemblée générale.

Dernières questions, qui portent davantage sur vos conditions de travail et le lien de subordination par rapport aux plateformes. Le 27 septembre dernier, des coursiers de Take Eat Easy, qui se sont retrouvés sur le carreau quand la plateforme a mis la clef sous la porte, ont été déboutés aux prud'hommes de leur demande en requalification de leurs contrats commerciaux en contrats de tra-

auraient pu se pencher sur la question et réguler, nous allons lutter et imposer nos revendications, tout passe par la lutte.

Qu'est-ce qui, dans vos conditions de travail, fait de vous des travailleurs subordonnés à une plateforme?

Premièrement, nous sommes subordonnés à la plateforme parce que nous ne pouvons pas développer une clientèle propre. Le client qui consomme ne peut pas choisir son livreur, les livraisons sont réparties par Deliveroo suivant un algorithme qui intègre un certain nombre de données (rentabilité, vitesse moyenne, travail le week-end, etc.). De plus, nous avons des obligations à res-

là, comme je disais nous sommes actuellement dans une zone grise, quelque part entre la subordination salariale et une théorique indépendance. Nos revendications sont claires: nous voulons un salaire décent avec un minimum garanti, nous voulons cotiser comme les autres salariés au chômage, à la retraite, à la sécurité sociale, nous voulons pouvoir organiser nos horaires de travail pour répondre à nos besoins et nous voulons une sécurité autant dans le travail que physiquement. Que cette forme de travail s'appelle salariat ou indépendance n'a pas beaucoup d'importance. Ce que nous voulons c'est sortir de cette zone grise qui arrange tous le monde, start-ups et gouvernements, avec plus de droits. □

Amérique latine : l'adieu au « progressisme »

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA

Il y a trois ans, nous analysons la situation des gouvernements latino-américains dits « progressistes », en signalant qu'ils étaient « à bout de souffle »¹. Le cycle qui commençait alors à s'achever s'est désormais refermé. Même les « progressistes » restant au pouvoir (en Bolivie, Equateur, Uruguay ou Venezuela) font l'objet de désillusions et contestations populaires croissantes. Le moment est venu de tirer un bilan.

Durant la première décennie du 21^e siècle, les pays latino-américains dirigés par des gouvernements de centre-gauche ont connu un processus réel d'amélioration sociale, notamment de réduction de l'extrême pauvreté et de la misère. Même si tous ces gouvernements ont été considérés comme « progressistes », il était erroné de mettre un signe d'égalité entre ceux du Venezuela, de l'Equateur et de la Bolivie d'un côté, d'Argentine, du Brésil et d'Uruguay, de l'autre. Car ils avaient accédé au pouvoir à travers des processus différents, qui conditionnaient dès le départ leur action et leur rapport au mouvement ouvrier et aux masses populaires.

Il y a trois ans, nous expliquions que les Kirchner ne représentaient pas non plus la même chose que Lula. En 2001, lorsque la mobilisation populaire avait renversé le gouvernement argentin et mis les institutions bourgeoises sérieusement en péril, ni Nestor ni Cristina Kirchner n'avaient joué le moindre rôle dans ce mouvement. Elle était une sénateure nationale à peu près inconnue et lui un entrepreneur millionnaire, gouverneur d'une province reculée du sud de l'Argentine, arrivé au pouvoir par défaut après avoir été battu au premier tour de l'élection présidentielle. En revanche Lula, même s'il n'avait pas accédé au pouvoir dans le cadre de mobilisations telles que celles que l'on a vu au Venezuela ou en Bolivie, avait de longues années de militantisme syndical et politique qui avaient fait de lui la principale référence de la classe ouvrière et de la gauche brésiliennes.

Contrairement aux deux cas qui viennent d'être cités, aussi bien Hugo Chávez qu'Évo Morales ou Rafael Correa ont été des acteurs et des dirigeants de luttes de masse victorieuses, ayant réussi à freiner ou blo-

quer des contre-réformes ou tentatives de contre-réformes néolibérales.

Tous avaient cependant une caractéristique commune : celle d'utiliser les fonds entrant dans les caisses de l'État comme conséquence du boom des matières premières, provoqué par la croissance à deux chiffres de la Chine, des investissements directs de l'étranger et des très hauts prix du pétrole, afin de mener une politique redistributive en faveur des secteurs les plus pauvres de la population. A travers des aides directes ou indirectes, tels que la Bourse Famille au Brésil, le Plan Travailler en Argentine, les Bons Juancito Pinto qui ont financé la scolarisation des enfants les plus pauvres en Bolivie, ou encore le système national des « missions » au Venezuela, ces gouvernements ont réellement amélioré les conditions de vie de larges secteurs des populations et, à l'aide parfois de réformes constitutionnelles, ont gagné leur réélection.

QU'EST-CE QUI A RENDU POSSIBLE CETTE « DÉCENNIE DORÉE » ?

Durant les dix premières années du nouveau siècle, l'Amérique latine a vécu une incontestable période de croissance économique. La raison principale en a été le formidable développement de la Chine. En besoin de matières premières pour son industrie et d'aliments pour sa population, la Chine s'est transformée dans la région en un acteur décisif, qui a tiré profit de l'attitude distante des dernières administrations US. Dès le début du 21^e siècle, elle est devenue le second acheteur en Amérique latine, loin devant l'Union européenne et juste derrière les États-Unis. Elle est aussi devenue l'un des premiers investisseurs dans le sous-continent.

Mais la crise mondiale de 2008 – dont le

système capitaliste ne finit pas de sortir – a rattrapé, avec un peu de retard, les économies latino-américaines. Depuis 2003, la nature des investissements chinois s'est modifiée. Jusqu'à cette date, ceux-ci privilégiaient les secteurs du pétrole et du gaz, ainsi que des produits miniers – notamment les métaux. Après, ce sont les services (financiers en particulier), l'électricité, les énergies renouvelables et le transport qui ont été de plus en plus concernés. Selon des chiffres du ministère chinois du commerce, les investissements directs non financiers en Amérique latine et dans la Caraïbe ont atteint en 2016 près de 30 milliards de dollars, principalement dans les chemins de fer, la construction de routes et la production d'électricité. La Chine investit actuellement dans des infrastructures destinées à garantir que les produits qu'elle achète et vend parviennent à bon port.

La combinaison du ralentissement de l'économie chinoise et de la chute brutale des cours du pétrole, des minerais et d'autres matières premières a mis fin aux marges sur lesquelles les gouvernements « progressistes » comptaient afin de d'accorder des concessions un peu significatives à la classe ouvrière et aux secteurs populaires.

« LA FÊTE EST TERMINÉE »

La « décennie dorée » avait donc vu une croissance de l'économie latino-américaine, permettant une diminution de la pauvreté et du chômage, un accès à la consommation de larges secteurs de la population travailleuse. Mais cela n'a pas entraîné pour autant un véritable « dévelop-





pement» économique. Tous ces gouvernements, sans exception, ont tenté de trouver la quadrature du cercle en maintenant le système capitaliste néolibéral hérité de leurs prédécesseurs tout en le combinant à un modèle de «croissance inclusive».

L'ajout de «l'inclusion» est important

la mise en route d'un nouveau modèle économique que j'ai dénommé, provisoirement, "capitalisme andino-amazonien". C'est-à-dire la construction d'un Etat fort, qui régule le développement de l'économie industrielle, extraie ses excédents les fasse passer dans la sphère communautaire pour promouvoir des formes d'auto-organisation et de développement marchand proprement andins et amazoniens (...) La victoire du MAS [son parti] ouvre une possibilité de transformation radicale de la société et de l'Etat, mais pas dans

tion de produits non transformés et à l'extractivisme, et en condamnant ainsi leurs pays, tout comme l'avaient fait les gouvernements néolibéraux ayant précédé, à l'arriération industrielle et la dépendance envers le capital étranger.

Contrairement à ce qu'avaient fait les premiers gouvernements progressistes de la région, comme ceux de Perón en Argentine ou de Getulio Vargas au Brésil, ils n'ont à aucun moment utilisé les ressources obtenues afin de développer l'in-



Au sommet de Brasília du Mercosur, en 2012, les présidents de l'époque Hugo Chávez (Venezuela), Dilma Rousseff (Brésil), José Mujica (Uruguay) et Cristina Fernández de Kirchner (Argentine). DR.

parce que ces gouvernements sont parvenus au pouvoir comme conséquence – ou à la tête – de mobilisations des masses et de la classe ouvrière qui n'ont pas été défaites, ce qui les a contraints à mener une politique redistributive. C'est pourquoi, quand bien même certains parlent ou parlaient de «socialisme», le seul objectif était de trouver une variante de développement capitaliste plus ou moins indépendant de l'impérialisme. Le vice-président d'Evo Morales, Alvaro García Linera, a été le plus franc de tous lorsqu'il a accédé au pouvoir, en 2006 : «Les défis de la gauche dans la gestion des affaires publiques seront nombreux et complexes mais, comme nous l'avons signalé pendant toute la campagne électorale, nos forces se consacreront fondamentalement à

une perspective socialiste (du moins à court terme) comme le défend une partie de la gauche.»²

García Linera a le mérite de dire clairement ce que pensent tous les dirigeants «progressistes». Par-delà les illusions nées dans certains secteurs de la gauche latino-américaine et européenne, la vérité est qu'aucun ne voyait la possibilité (ni la nécessité) d'ouvrir une transition vers le socialisme. Au lieu de cela, les gouvernements «progressistes» ont maintenu une orientation en direction du marché mondial, basée sur les «avantages comparatifs» de leurs pays. Ils ont non seulement accepté mais accentué leur rôle de fournisseurs de matières premières, en développant les tendances à l'exporta-

industrie nationale en encourageant le remplacement des importations, et ainsi réduire la dépendance économique envers les exportations de matières premières. Ils ont au contraire maintenu une large ouverture au capital étranger, avec de très hauts niveaux de travail précaire et informel, ce qui a relancé un fort endettement interne et externe. Lorsque la crise mondiale a finalement atteint le sous-continent, la persistance du retard et de la dépendance, typique de l'Amérique latine, s'est manifestée dans toutes ses conséquences. □

1 Dossier «Amérique latine: les gouvernements "progressistes" à bout de souffle», revue l'Anticapitaliste n° 58 d'octobre 2014, <https://hpa2009.org/sites/default/files/revue58.pdf>
2 <https://www.lemondediplomatique.cl/El-capitalismo-andino-amazonico.html>

BRÉSIL

La crise du PT ouvre la voie à une situation convulsive et polarisée

PAR DANIELA COBET

La situation politique brésilienne est devenue, dans le contexte de la crise des gouvernements dits progressistes d'Amérique Latine, extrêmement complexe. Cet article essaie d'apporter des clés de compréhension des bases structurelles et des intérêts en jeu dans cette situation.

Loin du fameux « mirage » de la croissance brésilienne qui était comparable à celle de la Chine dans les années 1970, une faiblesse structurelle en termes d'accumulation capitaliste a vu le jour depuis les années 1980 – qu'on a d'ailleurs appelées « la décennie perdue » –, pendant laquelle se sont combinées explosion de la dette publique et hyperinflation. Cette faiblesse, visible par une désindustrialisation relative et une baisse de la productivité de l'économie, a été compensée momentanément grâce à des niches de spécialisation dans la production.

Celles-ci étaient liées à la combinaison entre le rôle des grandes entreprises mondialisées (« global players ») encouragées par l'Etat et les avantages naturels du pays. Le Brésil s'est alors inséré dans le marché mondial de manière subordonnée, en tant que grand pourvoyeur de matières premières et de biens de faible apport technologique, le tout soutenu par le boom de l'économie chinoise. Cette spécialisation qui recentrait l'économie sur les matières premières, combinée à la précarité des conditions de travail, a alors rendu possible une expansion du marché du travail et une relative diminution de l'extrême pauvreté. Paradoxalement, c'est aussi ce qui a affaibli l'économie pour faire face aux scénarios internationaux plus complexes.

Du fait de l'importance géographique, démographique et économique du Brésil, le néolibéralisme des années 1990 mis en place sous le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso a permis, malgré une désindustrialisation relative, de mettre en place une série de politiques étatiques qui ont jeté les bases du développement de « champions nationaux ». Avec l'aide des banques pu-

bliques, des avantages octroyés dans le cadre du processus de privatisation, et la prestation de service des entreprises restées publiques, l'Etat a permis à un secteur du capital national de maintenir son contrôle majoritaire sur de grands monopoles, même si cela s'est fait en association avec le capital étranger. Dans le même temps, d'autres secteurs comme les télécommunications ont été presque intégralement vendus au capital impérialiste.

LULA ET LES « GLOBAL PLAYERS » BRÉSILIENS

S'appuyant sur le cycle exceptionnel de croissance économique lié à la bulle immobilière états-unienne et au boom des produits manufacturés obtenu grâce à l'expansion chinoise, le gouvernement Lula a déployé le projet d'un pays basé sur les « global players » brésiliens émergents, sur l'expansion du travail précaire et de la consommation basée sur un crédit à faible taux, et sur le clientélisme étatique, établissant une synergie entre la montée des exportations et la dynamisation du marché intérieur.

Comme résultat de ce processus, l'hégémonie solitaire dont bénéficiait le capital financier dans les années 1990 a commencé à être partagée avec des secteurs émergents de l'industrie, des services, des mines et du commerce agricole, tous soutenus par les banques publiques et les entreprises d'Etat. Des millions de personnes qui vivaient sous le chômage et la misère absolue ont commencé à accéder dans une certaine mesure à la consommation. Dans ce cadre, le Brésil a réussi à acquérir certaines marges de manœuvre en tant qu'acteur sur la scène internationale, avec les autres BRICS (Russie, Inde, Chine, Afrique de Sud), profitant d'un moment pendant lequel

les Etats-Unis étaient concentrés sur les problèmes auxquels ils faisaient face au Moyen Orient.

Sur ces bases s'est formée une situation paradoxale : alors que des secteurs monopolistes de la bourgeoisie brésilienne ont pu émerger avec un certain degré « d'autonomie » pour négocier de meilleures conditions d'association avec le capital étranger, le Brésil vivait dans le même temps la plus grande pénétration du capital impérialiste de toute son histoire. Sous Lula a été votée la loi qui privilégiait le capital natif dans l'exploration du « pré-sal » (gisements pétroliers pré-salifères qui recèlent des ressources gigantesques) ; une mesure de « protection nationale », donc, mais qui a permis tout de même au volume accumulé de capital impérialiste qui entrait dans le pays de faire un saut très important, passant de 168 milliards de dollars entre 1990 et 1999 à 242,5 milliards entre 2000 et 2009, soit une augmentation de 45%. Ce paradoxe permet d'expliquer pourquoi, malgré l'avancée dans la pénétration du capital étranger, la part des entreprises sous contrôle étranger parmi les 500 plus grandes du pays a chuté de 44,7% en 1999 à 41,5% en 2009.

LA FIN DU MYTHE DU « DÉCOUPLAGE » DES PAYS ÉMERGENTS

Tout ce mécanisme a néanmoins commencé à s'effondrer une fois que, contre les pronostics des théoriciens du découplage entre la crise mondiale et les pays émergents, les effets de crise économique mondiale ont commencé à se faire sentir au Brésil. Les manifesta-





tions massives de juin 2013 étaient déjà une expression du choc entre les aspirations croissantes générées par le cycle de croissance économique des années précédentes, et les limites d'un pays resté dépendant du capital financier international et qui n'a ainsi pu faire face à aucune de ses contradictions plus structurelles, comme le très mauvais état des services de santé, de transport et d'éducation.

A un moment où Lula avait dû se faire remplacer par Dilma Rousseff (la loi brésilienne n'autorisant qu'une seule réélection), la situation s'est fortement dégradée. L'abondance de crédit s'est transformée en abondance de dette. Les promesses d'amélioration graduelle et à plus long terme des conditions de vie ont été remplacées par des mesures d'austérité et des réformes réactionnaires. La balance commerciale structurellement déficitaire, qui avait été camouflée pendant la décennie passée par le boom des matières premières et par les exportations vers la Chine, a recommencé à se faire sentir. Le travail précaire a cédé la place au chômage. Les représentés ne s'identifiaient plus aux représentants. Les secteurs moyens de la société ont exprimé leur mécontentement sous une forme plus ou moins active et ont constitué le « bouillon de culture » d'une large « crise organique » (pour reprendre le concept de Gramsci, lui-même entendu comme « crise d'hégémonie »), dans laquelle les classes dominantes échouent dans la « grande entreprise » dont elles avaient le projet après la dictature militaire et l'offensive néolibérale, sans que cela n'ait conduit au surgissement d'un nouveau projet qui puisse le remplacer.

DE JUIN 2013 AU COUP D'ETAT INSTITUTIONNEL

Le premier symptôme de cette crise a certainement été les mobilisations déclenchées en juin 2013. Il y a d'abord eu la jeunesse qui est descendue dans les rues de toutes les villes du pays pour réclamer la baisse des tarifs de transport et exiger des services publics de qualité dans un pays qui se vantait d'être une puissance régionale en ascension. La jeunesse mobilisée a alors pointé du doigt la contradiction flagrante entre cette situation et les milliards dépensés dans la préparation de la Coupe du monde de football de 2014.

Ces mobilisations marquaient d'abord et avant tout la crise du PT en tant que direction historique des mouvements sociaux au Brésil et la rupture de masse en cours avec ce parti. Elles marquaient aussi le retour de la classe ouvrière sur la scène politique avec une importante vague de grèves, même si le caractère général de ces manifestations a été très hétérogène et politiquement confus. Elles ont surtout montré à la bourgeoisie que le PT ne disposait plus de son pouvoir historique de contention. Dilma a été chassée du pouvoir car elle

traduit déjà par une chute de 8% du PIB et une augmentation rapide et massive du chômage, avec plus de 15 millions de chômeurs (15% de la population active), les actions du gouvernement putschiste ont mené à une polarisation politique et sociale croissante.

D'un côté, elles ont renforcé une extrême droite représentée par le député Jair Bolsonaro, une droite fascisante qui défend ouvertement l'héritage de la dictature militaire. De l'autre, les syndicats et les mouvements sociaux qui se sont opposés au putsch et aux réformes libé-



Manifestation du « Front du peuple sans peur », en juin 2016 sur l'avenue pauliste (Sao Paulo). DR.

dépendait du financement illégal des « acteurs mondiaux » brésiliens pour maintenir sa structure électorale et assurer la gouvernabilité, au moment où la pression de sa base liée aux syndicats et aux mouvements sociaux devenait un obstacle pour avancer dans le plan d'ajustement et les réformes imposés par la crise.¹ A sa place a été mis le numéro deux de son gouvernement, Michel Temer, qui, bien que s'appuyant sur une base sociale plus à droite et défendant une plus grande subordination envers l'impérialisme, maintenait essentiellement les mêmes liens de dépendance que le PT vis-à-vis des « global players » brésiliens.

Pour reconstituer les investissements étrangers et remplir les coffres publics, Temer a essayé de mettre en œuvre une réforme fiscale drastique mettant à sec le financement des besoins les plus essentiels, comme ce fut le cas des réformes libérales les plus réactionnaires imposées dans les années 1990. Dans le sillage d'une crise économique qui se

rales imposées ensuite par Temer se sont aussi renforcés.

MICHEL TEMER OU L'ARROSEUR ARROSÉ

Dilma et le PT avaient été renversés par un front large incluant le pouvoir judiciaire, les partis d'opposition, des secteurs de la base de soutien du gouvernement PT s'étant retournés contre lui et les grands médias. Ce coup d'Etat institutionnel s'est appuyé sur l'implication du PT dans le scandale de corruption de l'entreprise pétrolière nationale, tout en préservant les autres partis qui avaient pris part dans cette même affaire. Un an après, une fraction du bloc putschiste constitué autour du nouveau président Michel Temer, et dirigée par le pouvoir judiciaire, a utilisé une nouvelle affaire, celle concernant le géant agro-alimentaire JBS-Friboi, pour tenter un coup d'Etat dans le coup d'Etat, contre ses alliés de la veille.

JBS-Friboi, après avoir racheté la société nord-américaine Swift Food Company,

est devenue le plus gros acteur du secteur frigorifique dans le monde. Mais il ne s'agit pas du seul géant du capitalisme brésilien à s'être vu impliqué dans des affaires de corruption. L'entreprise Vale do Rio Doce, après son acquisition de la société Canadienne INCO et de la société australienne AMCI Holdings, est devenue la deuxième plus grande compagnie minière au monde. Embraer est le quatrième fabricant d'avions. Petrobras, suite aux découvertes d'énormes quantités de pétrole brut sous la zone appelée « Pre Sal », est devenue la sixième plus grande entreprise dans ce secteur. En 2007, les vingt plus grosses multinationales brésiliennes accumulaient un chiffre d'affaires à l'étranger de plus de 30 milliards de dollars, détenaient 56 milliards de dollars en actifs répartis partout dans le monde, et employaient 77 000 travailleurs en dehors du pays.

Certaines de ces entreprises ont vu leurs dirigeants ou cadres exécutifs incarcérés suite à l'opération anti-corruption dénommée « Lava Jato ». Le développement de cette opération a été accompagné ces dernières années d'une escalade de protestations venant de fractions du capital impérialiste, à propos des avantages accordés au capital d'origine brésilienne. Mais étrangement, « Lava Jato » n'a jamais enquêté sur la participation d'entreprises impérialistes dans les différents scandales de corruption.

La fonction stratégique de l'opération « Lava Jato » était d'ouvrir la voie aux monopoles impérialistes pour gagner des parts de marché face à leurs concurrents locaux, de reconfigurer le rapport entre l'Etat brésilien et les entreprises privées, et dans le même temps d'aider à installer un régime politique ayant une légitimité suffisante pour mettre en œuvre des réformes structurelles transférant une grande partie du PIB des travailleurs vers le capital.

DES BRÈCHES POUR L'INTERVENTION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

La manifestation à Brasilia contre la loi qui imposait un plafonnement des dépenses budgétaires en novembre 2016, les grèves des 15 mars et 28 avril 2017 (l'action la plus importante de la classe ouvrière depuis des décennies), puis la marche qui a transformé Brasilia en un théâtre de guerre le 24 mai, ont exprimé la continuité d'un mouvement de masse de résistance aux réformes libérales du gouvernement, alimenté par la colère populaire croissante

due au chômage et à la baisse du pouvoir d'achat.

La classe ouvrière et les syndicats sont ainsi entrés sur la scène politique avec leurs propres méthodes de lutte, comme cela n'avait plus été vu depuis les années 1980. Si la réforme du code du travail a pu être approuvée au parlement, celle des retraites, considérée comme la mère de toutes les réformes et si impopulaire qu'elle est source de mécontentement même au sein de la base sociale qui a soutenu le coup d'Etat, reste à imposer.

Bien que les grèves nationales des 15 mars et 28 avril aient permis de développer largement le sentiment selon lequel c'est par la mobilisation indépendante qu'il est possible de freiner les attaques, le PT, la CUT et les principales centrales syndicales ont passé un mois à refuser de convoquer une nouvelle grève nationale. Ils se sont contentés d'organiser la marche à Brasilia, sachant pourtant que quelle que soit son importance, elle ne pourrait avoir la force suffisante pour chasser Temer et le Congrès corrompu et austéritaire. Ils refusent de se préparer à une grève générale politique, qui s'appuie sur des comités d'auto-défense jusqu'à la chute de Temer et puisse abroger les contre-réformes.

Face à la crise ouverte avec la nouvelle tentative de coup d'Etat de Lava Jato contre Temer, Lula, Dilma et les gouverneurs du PT cherchent une issue négociée et n'ont pas fermé la porte à la possibilité d'une élection indirecte, reniant jusqu'au droit démocratique le plus élémentaire qu'est le suffrage universel, avant de prendre finalement position pour l'organisation d'élections directes. L'intervention des masses dans les brèches ouvertes au sommet a néanmoins suffi à mettre en garde les classes dominantes et l'establishment brésilien sur les risques d'une opération visant à déloger Temer du pouvoir, et le parlement a fini par refuser l'ouverture d'une enquête contre lui malgré les nombreuses preuves de sa participation directe à des affaires de corruption.

LA GAUCHE RADICALE À L'ÉPREUVE D'UNE SITUATION COMPLEXE

Le PSOL (Parti Socialisme et Liberté) s'est installé comme l'opposition parlementaire au gouvernement du PT, puis au gouvernement Temer, en s'appuyant sur le capital politique de plus d'un million de voix obtenues par son candidat Marcelo Freixo aux dernières élections

municipales à Rio de Janeiro. Il avait néanmoins défendu majoritairement la politique d'impeachment, alimentant ainsi les illusions selon lesquelles la crise pourrait se résoudre dans le cadre d'un Congrès putschiste, et non par l'action des masses, avec leurs propres méthodes de lutte. De même, la politique du « qu'ils s'en aillent tous » (*Fora Todos*) défendue par le PSTU (Parti socialiste des travailleurs unifié) ne permettait pas de combattre le coup d'Etat institutionnel.

Une politique révolutionnaire exigeait de batailler pour qu'émergent des comités de base contre les réformes, sur les lieux de travail et d'étude, impulsant l'auto-organisation pour que des milliers de travailleurs et de jeunes puissent prendre leurs luttes en mains, et préparant des piquets de grève et des comités d'autodéfense pour que la grève puisse triompher. Elle imposait de participer aux meetings convoqués par le *Frente Povo sem Medo* (« Front du Peuple Sans Peur », rassemblant des syndicats et des mouvements sociaux) contre les réformes et pour dégager Temer, mais comme une aile qui défend la mobilisation indépendante des masses. Elle exigeait aussi de mettre en garde sur le fait que les élections directes (à tous les postes électifs, pas seulement la présidence du pays) pouvaient ne servir qu'à remplacer le personnel politique actuel par un autre, disposant d'une plus grande légitimité pour imposer les attaques antisociales. Il fallait donc se battre pour une nouvelle constituante, qui abroge toutes les réformes, s'attaque aux racines de la corruption et mette au centre les revendications ouvrières et populaires, avec un programme pour que les capitalistes payent la crise.

Dès lors, il ne s'agirait pas d'une Constituante du type de celle de 1988, négociée avec les militaires pour contenir les tendances révolutionnaires qui s'affrontaient à la dictature, mais d'un processus constituant qui libère les forces révolutionnaires contre les mesures réactionnaires du bloc putschiste et fasse passer les intérêts essentiels de la majorité exploitée et opprimée au centre de la scène politique; et qui par conséquent mette à l'ordre du jour la rupture avec l'impérialisme, le non-paiement de la dette publique, la réforme agraire et l'expropriation des grands groupes de l'agro-business, la nationalisation sous contrôle des travailleurs des monopoles tels que Odebrecht et JBS-Friboi. □

1 Voir « Destitution de Dilma Rousseff: que se passe-t-il au Brésil? », entretien avec Ricardo Antunes conduit par Raphael Sanz (Correio da Cidadania), revue l'Anticapitaliste n° 76 de mai 2016.

ARGENTINE

Des points d'appui face à un avenir incertain

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA

La situation argentine présente certaines similitudes avec celle que nous connaissons en France. Comme ici, les deux formations qui étaient depuis des décennies les piliers du bipartidisme bourgeois ont éclaté ou se retrouvent dans une crise profonde. « Cambiemos » (« Changeons »), héritier de l'alliance que le président Mauricio Macri avait créée à partir de membres isolés des vieux partis, vient de gagner les élections intermédiaires (parlementaires partielles entre deux élections présidentielles), en renforçant ainsi son gouvernement.

Commençons par dire que le « progressisme » des Kirchner, Néstor puis Cristina, a été assez différent des autres progressismes d'Amérique latine. La majeure partie de ces dirigeants sont arrivés au pouvoir après avoir été à la tête ou participé à de très grandes mobilisations populaires. Cela a été le cas de Chávez au Venezuela et d'Evo Morales en Bolivie. Lula n'a pas été élu à la suite de mobilisations de masse, mais il était un dirigeant politique et syndical reconnu.

UN BILAN DU « PROGRESSISME » KIRCHNÉRISTE

On ne peut rien dire de tel de Néstor et Cristina Kirchner. Néstor Kirchner était inconnu des masses lorsqu'il a été investi comme candidat à la présidence par un secteur du Parti justicialiste (PJ, péroniste). Se présentant face au détesté Carlos Menem, artisan du mythe de la parité entre le peso et le dollar qui avait conduit à l'explosion de 2001, il avait été devancé au premier tour et ne s'était retrouvé élu qu'après le retrait de Menem, qui savait qu'il serait écrasé s'il se maintenait au second tour.

Néstor Kirchner était un entrepreneur millionnaire, dirigeant du PJ de la province de Santa Cruz (dans le sud du pays), qui avait suivi sans broncher Menem et son rouleau-compresseur néoli-

béral pendant les dix années de son mandat. C'est Eduardo Duhalde, dirigeant du PJ intronisé président le 2 janvier 2002, qui l'avait parrainé.

Duhalde avait accédé à la présidence après que la mobilisation populaire de décembre 2001 eut fait tomber successivement quatre gouvernements. Son rôle était d'aller au bout du mandat du président déchu, de la Rúa, afin de remettre à son successeur, le 19 décembre 2003, un pays pacifié et dont les institutions bourgeoises auraient été recomposées. Pour cela, Duhalde a fait le sale travail de la maxi-dévaluation et de la reconversion au peso d'une économie dollarisée. Ces mesures ont déclenché une inflation galopante qui a réduit les salaires de presque 50 %, les faisant tomber à leur niveau le plus bas depuis cinquante ans. Cela a permis de reconstituer les profits des secteurs productifs tournés vers l'exportation, tout en protégeant les secteurs moins compétitifs, orientés vers le marché intérieur. La situation de la population s'est détériorée au point que dans de nombreux endroits, les gens ont dû recourir au troc pour pouvoir s'alimenter et couvrir d'autres besoins de base. Mais les réseaux que les masses ouvrières et populaires ont alors créés ont empêché qu'elles se sentent défaites. Les Kirchner, Néstor puis Cristina, avaient pour tâche de freiner les mobili-

sations et de défaire le mouvement ouvrier et populaire. La reprise économique résultant de la maxi-dévaluation puis du boom des matières premières a débouché sur un fort développement des exportations et un très large excédent de la balance commerciale. Comme les masses n'avaient pas été défaites, les Kirchner se sont vus obligés d'appliquer une politique redistributive pour acheter une relative paix sociale. Ils ont donc utilisé les devises entrant dans le pays en paiement des exportations pour financer des plans massifs de soutien aux chômeurs, grâce auxquels ils ont coopté la majorité des dirigeants du mouvement piquetero. Lorsque le chômage s'est réduit suite à la reprise économique, les luttes syndicales les ont ensuite contraints à concéder des augmentations des salaires réels.

Leur but n'a jamais été d'ouvrir une quelconque voie au « socialisme ». Les Kirchner ont maintenu les privatisations néolibérales – avec quelques exceptions partielles et trompeuses – et approfondi le modèle économique extractiviste exportateur de matières premières, en aggravant ainsi la traditionnelle dépendance du modèle de capitalisme latino-américain envers le capital impérialiste. Quand la rente du soja, des minerais et du pétrole a commencé à s'épuiser, la bourgeoisie argentine et les

bourgeoisies impérialistes, qui avaient fait des profits substantiels sous les Kirchner, ont préféré porter au pouvoir quelqu'un qui leur promettait d'en finir avec les coûts du « progressisme ».

Ne pouvant plus se présenter à la présidence après ses deux mandats consécutifs, Cristina Kirchner a voulu faire en 2015 la même chose que Lula au Brésil ou Correa en Equateur : soutenir un candidat de second plan qui ne ferait qu'un seul mandat, pour ensuite se présenter à nouveau à la présidentielle en 2019. Ce candidat a été l'entrepreneur et gouverneur de la province de Buenos Aires, Daniel Scioli, ancien vice-président de Néstor Kirchner. Scioli n'était pas mal vu par la bourgeoisie argentine. Certains de ses secteurs le préféraient y compris à Mauricio Macri, en considérant que comme dirigeant péroniste, il pouvait être plus à même de contrôler les masses.

Tous savaient en outre que les différences programmatiques entre Macri et Scioli – deux patrons à succès et de plus, amis d'enfance – n'étaient que de degré.

quer les hausses des tarifs de l'électricité, du gaz, de l'eau et des transports qu'exigeaient les entreprises privées, tout en éliminant, afin de réduire le budget de l'Etat, les subventions que Cristina Kirchner accordées.

MACRI, LES INVESTISSEMENTS QUI N'ARRIVENT PAS ET LA DETTE EXTÉRIEURE

Le plan de Cristina Kirchner s'est trouvé réduit à néant après la défaite en 2015 du « Front pour la victoire » (la coalition du Parti justicialiste avec, entre autres, le Parti communiste d'Argentine, le Parti humaniste, le Parti intransigeant, le Front grand et des secteurs du Parti radical). Le vainqueur des élections été Mauricio Macri, qui a obtenu 34,19% des voix au premier tour et à peine 51,34% au second tour.

Selon la Banque mondiale, le PIB a baissé de 0,5% au cours des deux années écoulées. La multiplication des licenciements a porté le chômage à 8,5% de la population, les tarifs des secteurs publics ont tous augmenté, parfois jusqu'à 70%, et l'inflation a dépassé les 40%

Unis ainsi que le rebond économique au Brésil, qui ont permis une certaine reprise après deux années de contraction économique. Selon la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe), l'Argentine devrait connaître en 2017 une croissance de 2,4%.

Mais ce qui préoccupe la bourgeoisie est surtout le déficit fiscal et la manière dont le gouvernement le couvre. Cristina Kirchner finançait ce déficit avec des dollars détenus par la Banque centrale ainsi que de la création de monnaie, ce qui provoquait une chute des réserves et avait des effets inflationnistes. Tout le plan économique de Macri se basait sur l'espoir qu'avec son arrivée au pouvoir, les capitaux étrangers allaient affluer. Afin de démontrer que l'Argentine est un pays « fiable », Macri s'est empressé de solder la dette envers les fonds voutours. Mais au bout de deux ans, les investissements n'arrivent toujours pas.

Macri sait que s'il supprime des aides aux chômeurs ou des subventions au transport, il risque une explosion sociale. Par ailleurs, il ne veut pas faire fonctionner la planche à billets parce qu'il veut réduire l'inflation. Dès lors, sa seule possibilité est de s'endetter à l'étranger. Macri a ainsi émis des bons de la dette à dix ans au même taux que la Grèce : 7% (quand l'Uruguay le fait à 4,25%). Cette année, le gouvernement a budgété 16 milliards de dollars pour le paiement des intérêts de la dette, ce qui représente le double du budget de l'éducation et le triple de celui de la santé. Profitant de sa victoire électorale du 22 octobre 2017, il vient d'emprunter 2,75 milliards de dollars à travers l'émission de bons à cent ans dont le rendement sera de 7,9% annuels.

Les provinces (régions de l'Etat fédéral) et les entreprises se sont jointes à ce processus d'endettement en monnaie étrangère, augmentant d'autant la dette extérieure. Selon le ministère des finances, à la fin mars 2017 celle-ci atteignait 284,8 milliards de dollars, soit 21% de plus qu'un an auparavant et une augmentation de 26% par rapport à la fin du mandat de Cristina Kirchner. Cette dette s'élèverait maintenant à 51,2% du PIB.¹ Avec une dette extérieure qui croît de 100 millions de dollars par jour, chacun des 44 millions d'Argentins doit déjà

Rassemblement, place de Mai à Buenos Aires, pour la « réapparition en vie » de Santiago Maldonado. DR.



La chute des prix des matières premières et la crise politique et économique au Brésil – premier marché d'exportation de l'Argentine – ne laissent que des choix limités. Que l'un ou l'autre occupe la présidence, il aurait à mener une tâche ingrate : négocier avec les fonds voutours le paiement de la dette extérieure qui était entrée en défaut en 2001, liquider le contrôle des changes (ce qui provoquerait une dévaluation du peso et une hausse de l'inflation), appli-

quer pour la première fois depuis quatorze ans. Selon l'INDEC (Institut national de statistiques et de recensement), entre janvier et juillet 2016, 32,2% des Argentins sous le seuil de pauvreté, dont 6,3% dans l'indigence.

Cette tendance a commencé à s'inverser à la fin 2016, lorsque le taux de pauvreté est tombé à 30,3%, avant de passer à 28,6% à la mi-2017. Les raisons en sont l'augmentation de la demande de matières premières de la Chine et des Etats-



4363 dollars – des chiffres qui rappellent la cessation de paiement de 2001. Sans compter qu'une partie de ces emprunts sont allés alimenter directement des comptes situés à l'étranger : les fuites de capitaux sont estimées à 18 milliards de dollars depuis décembre 2015.

Pour l'instant, Macri a le soutien de la bourgeoisie argentine. Le congrès de l'IDEA (Institut pour le développement entrepreneurial de l'Argentine), qui réunit chaque année tous les secteurs patronaux du pays (et qui a bénéficié en 2017 de la présence de dirigeants politiques et syndicaux justicialistes), s'est montré compréhensif envers la politique « gradualiste » du président. Selon Mario Blejer, ancien président de la Banque centrale, « les entrepreneurs espèrent la poursuite du gradualisme afin de maintenir la paix sociale et l'ordre. Sans cela, il n'y aura pas non plus d'investissements. »²

Mais le patronat, local comme étranger, réclame deux choses : une réforme du droit du travail qui facilite les licenciements et une baisse des impôts. Tous ont les yeux rivés sur le Brésil, où Temer est parvenu à imposer une réforme du droit du travail brutale. Macri, qui sait que le mouvement ouvrier argentin résisterait, a cependant préféré passer un accord avec la bureaucratie syndicale péroniste. Contre son engagement à convaincre les travailleurs d'accepter cette réforme, il lui avait promis qu'elle ne serait pas aussi violente que celle du Brésil. Dans cette configuration, les bureaucrates devaient aussi conserver le contrôle des plans de sécurité sociale. Mais la claire victoire de Macri dans les élections législatives du 22 octobre pourrait changer la donne.

POURQUOI MACRI A-T-IL GAGNÉ ?

Il n'est pas évident de comprendre pourquoi Macri l'a emporté aussi nettement, mais il est certain que le climat a changé dans les mois ayant suivi les PASO.³ La légère amélioration de la situation économique ne peut pas être la seule explication. Il est vrai qu'avant les élections, le gouvernement avait ouvert de nouvelles lignes de crédits à la consommation ou immobiliers, qui avaient suscité un certain vague consumériste et d'optimisme dans des secteurs de la classe moyenne appauvrie, ce qui rappelait

des phénomènes vus sous Menem dans les années 1990. A cette époque, Menem avait accordé des crédits en dollars qui avaient boosté sa popularité auprès de la petite-bourgeoisie, ce qui lui avait permis d'être réélu. Mais ces crédits se sont avérés explosifs en 2001, lorsque la crise de la dette extérieure a éclaté.

Un facteur alarmant est l'influence pratiquement nulle que l'apparition du ca-

nisme uni aurait certainement remporté ces élections. Mais il s'est retrouvé divisé en trois, entre les listes du Front justicialiste (impulsées par l'appareil traditionnel du parti et l'essentiel de la bureaucratie syndicale), celles de l'Unité citoyenne (formée par le « cristinisme » et ses alliés) et celles de « 1 Pays » de Sergio Massa, qui prétendait incarner une « rénovation » péroniste.



Un meeting du FIT pendant la campagne des « PASO » de 2017. Au premier plan, des dirigeants des trois organisations fondatrices du front (PO, PTS, IS). DR.

davre de Santiago Maldonado a eue sur le résultat électoral, dans un pays où la mémoire des 30 000 disparus de la dictature militaire reste pourtant très vivace. Ce jeune tatoueur de 28 ans avait disparu lors de l'intrusion illégale de la gendarmerie dans un territoire autonome mapuche. Pendant 80 jours, le pays avait été tenu en haleine et une succession de manifestations avait exigé son apparition en vie. Pour discréditer Santiago, sa famille, les Mapuches et le mouvement des droits de l'homme, Macri et ses équipes ont employé le même discours que celui que la dictature utilisait à l'égard des disparus.

Mais une raison essentielle expliquant la victoire de Cambiemos (avec un peu plus de 40 % des voix) est l'éclatement du péronisme. Les douze années de gouvernement des Kirchner ont généré des haines et des rancœurs qui, dans un pays très politisé comme l'est l'Argentine, ont divisé des familles et détruit des amitiés, ainsi que des alliances au sein du mouvement péroniste. Un péro-

Avec ses 3,48 millions de voix dans la province de Buenos Aires et ses 5,27 millions à l'échelle du pays, Cristina Kirchner est malgré sa défaite la dirigeante péroniste ayant obtenu les meilleurs résultats. Ceux du Front justicialiste comme de Massa ont été, comparativement, très décevants. Dans la province de Buenos Aires, qui regroupe presque 40 % de la population du pays, Sergio Massa a devancé le FIT (Front de la gauche et des travailleurs, trotskyste), mais ce dernier a gagné deux députés nationaux en battant la liste du Front justicialiste.

Tant le Front justicialiste que Massa sont intervenus dans ces élections comme ils l'ont fait précédemment au parlement, où ils apportaient à Macri les voix nécessaires afin de faire passer ses contre-réformes. A l'inverse, Cristina Kirchner a affirmé que son groupe parlementaire formerait la base de l'opposition au gouvernement. Il reste à voir jusqu'où elle ira. Son plus sérieux problème est les procédures pour corruption qui la visent

elle, sa famille ou ses obligés politiques et du monde des affaires. A quoi s'ajoute le scandale du cas Nisman et les soupçons de complicité dans l'attentat contre l'AMIA.⁴

Y AURA-T-IL UN « CYCLE MACRISTE » ?

Deux ans après son accession à la présidence, Macri a réussi à faire ce qui n'était arrivé que deux fois, en 1985 et en 1997 : défaire le péronisme dans des élections intermédiaires. Cambiemos l'a emporté dans 13 des 23 provinces, y compris certaines qui étaient des bastions péronistes depuis des décennies. Même s'il ne dispose que d'un tiers des députés afin de faire passer les réformes exigées par la bourgeoisie nationale et internationale, sa victoire sur un péronisme en crise débouche sur une situation où l'opposition parlementaire sera faible. Cette victoire, que le capital financier a saluée en baissant de quatre points le risque-pays de l'Argentine, lui ouvre également une perspective de réélection en 2019.

C'est sur cette base que Macri a pu, lors de sa conférence de presse du 23 octobre, appeler les parlementaires, les entrepreneurs et les représentants du pouvoir judiciaire à un « *grand accord national* » – un geste que lui demandaient le chef du groupe justicialiste au sénat comme le président de l'Union industrielle argentine (le Medef local). Selon le président, la conférence à venir traitera des changements « *nécessaires* » pour le pays en matière « *politique, institutionnelle et de système fiscal* ». L'ordre du jour sera le budget 2018, la loi qui distribue des fonds aux provinces, la réforme des impôts mais aussi des réformes politique, éducative et judiciaire.

Selon la fondation Argentina 2030, un think-tank créé par le gouvernement, Macri ne veut pas imposer un modèle néolibéral à marche forcée ni mettre en cause les dispositifs de protection sociale créés par Perón dans les années 1950 et réactivés par les Kirchner. Il s'agirait plutôt de protéger le marché national à travers une série d'aides et de limiter l'intervention de l'Etat dans l'économie, l'appareil judiciaire et le système financier. Macri veut moderniser l'industrie du pays en diversifiant les exportations avec des produits tels que le biodiesel, le vin et les automobiles, ainsi qu'en développant des secteurs de services. Mais il lui faut pour cela opérer des

changements dans le système éducatif et les relations de travail.

Le problème est que l'Argentine est un pays profondément divisé et avec de graves problèmes structurels. Les coûts de logistique y sont parmi les plus élevés au monde, presque la moitié des personnes actives travaillent au noir, l'éducation publique est en crise, les chemins de fer ont été démantelés depuis la privatisation des années 1990 et la population considère l'institution judiciaire comme l'une des plus corrompues de l'Etat. A cela s'ajoute le fait que sous Macri, le pays a recommencé à s'endetter fortement à l'étranger – et chacun sait d'expérience comment cela peut se terminer.

LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA GAUCHE⁵

Un élément n'entre pas dans les analyses bourgeoises : que va faire le mouvement ouvrier et populaire ? Pour que les plans de contre-réforme aboutissent, il faut que la CGT impose aux travailleurs l'acceptation de l'ajustement qui vient. Sont notamment concernés les fonds affectés à la protection sociale, qui représentent des sommes considérables. Mais les bureaucrates sont divisés et, de plus, conscients que pour agir comme digne de contention, ils n'ont plus la même efficacité que dans les années 1990. Ces dernières années a en outre surgi une couche de jeunes militants qui reprennent les traditions du syndicalisme de classe et combatif des années 1960/70, lancent des grèves sauvages, occupent des usines, refusent de reconnaître les accords négociés par les directions syndicales et sont dirigés par la gauche.

Il existe également un mouvement social de masse pour les droits de l'homme, né à travers les mobilisations contre la dictature militaire et les tentatives d'amnistier ses représentants. Ce mouvement, hautement politisé, s'exprime aujourd'hui dans les manifestations « *Ni una menos* » contre les féminicides ou dans celle qui exigent la vérité sur la disparition puis la mort de Santiago Maldonado. Lors des manifestations syndicales, ses cortèges défilent au côté des organisations de gauche, en opposition à ceux de la bureaucratie syndicale.

Les élections du 22 octobre ont montré que la gauche commençait à percer au niveau électoral. Les 1,3 million de voix obtenues par le FIT au niveau na-

tional (meilleur résultat pour la gauche dans toute son histoire), ses deux députés entrés au parlement national après avoir devancé le Front justicialiste dans la province de Buenos Aires, les députés provinciaux et conseillers élus dans tout le pays signifient une avancée remarquable. Durant des années, la gauche trotskyste avait attendu que saute la chape de plomb que le péronisme faisait peser sur la conscience du mouvement ouvrier. Maintenant que cela se produit, le secteur de la gauche organisé dans le FIT est en situation de le capitaliser.

Macri dit que son plan est à vingt ans, au terme desquels le pays se trouverait transformé à tous les niveaux. Ce n'est pas la première fois qu'un président fait de telles promesses. Le dernier à avoir promis de faire entrer l'Argentine dans le « Premier monde » avait été Carlos Menem, et l'aventure s'était conclue par l'insurrection populaire de décembre 2001. Vingt années c'est long, et si le peuple argentin ne voit pas de résultats à court et moyen terme, les plans de Macri finiront comme ceux de Menem.

A cela près que les masses ouvrières et populaires ont désormais en leur faveur deux choses qui n'existaient pas en 2001. D'abord, une riche tradition d'auto-organisation, fruit de toutes les expériences intervenues depuis seize ans. Ensuite, le fait qu'il y ait aujourd'hui une issue politique possible à travers le Front de la gauche et des travailleurs. □

¹ La dette publique française est bien supérieure, comme celle d'autres pays « développés ». Mais on ne peut pas comparer les taux de dette de pays impérialistes et ceux de pays dépendants. La Banque mondiale estime qu'à plus de 20% de dette extérieure, un pays « en développement » voit ses perspectives de croissance sérieusement compromises. Le taux de plus de 50% atteint à nouveau dans l'Argentine de Macri est donc extrêmement problématique.

² <https://www.pagina12.com.ar/70623-no-te-que-des-afuera>

³ « Primaires ouvertes simultanées et obligatoires », une pré-élection qui détermine dans chaque province les candidats ou listes autorisés à se présenter. Il faut pour cela obtenir les voix de 1,5% des inscrits. Cette année, les PASO s'étaient tenues le 13 août.

⁴ L'Association mutuelle israélite argentine (AMIA) avait été la cible, le 18 juillet 1994, d'un attentat à la voiture piégée qui avait fait 85 morts et 300 blessés. C'est l'attentat terroriste le plus meurtrier jamais commis en Argentine. L'Etat est soupçonné d'avoir couvert, sous la présidence de Menem, ces faits planifiés par l'Etat iranien et exécutés par le Hezbollah. Alberto Nisman était le procureur chargé en 2004 de rouvrir l'enquête. Il a été retrouvé mort à son domicile en janvier 2005, la veille du jour où il devait déposer devant le Congrès national en présentant des preuves accusant tant le gouvernement Menem que celui de Cristina Kirchner de complicité avec le régime iranien (apparemment, pour des raisons liées à des accords commerciaux et d'investissements).

⁵ En Argentine « la gauche » désigne essentiellement l'extrême gauche, en majorité trotskyste et dont la principale expression électorale est le FIT.

VENEZUELA

Retour sur le cycle de mobilisations et violences d'avril-juillet 2017

PAR PEDRO HUARCAYA

Pendant quatre mois, une crise politique aiguë a agité le Venezuela. Celle-ci s'inscrit dans le contexte d'un effondrement économique qui frappe le pays depuis 2014. Les classes populaires vénézuéliennes paient un lourd tribut et subissent des violences de toutes formes.

Le processus bolivarien a suscité de grandes espérances dans la gauche radicale, il est aujourd'hui dans une situation critique. Entre avril et juillet, le pays a connu des affrontements violents. La polarisation politique entre les soutiens du gouvernement et les opposants atteint des niveaux très élevés alors que la majorité de la population, confrontée à une précarité croissante, ne se reconnaît dans aucun des deux camps. La chute des cours du pétrole et l'effondrement de la monnaie provoquent des difficultés économiques majeures pour les classes populaires vénézuéliennes : une inflation galopante et des pénuries massives notamment de produits de première nécessité.

DES VIOLENCES POLITIQUES DE TOUS BORDS

Entre avril et juillet, le Venezuela a été le théâtre de manifestations de l'opposition suivies d'affrontements violents à l'origine de la mort de 124 personnes et de plusieurs milliers de blessés. Un rapport de l'ONU, jugé partial par le gouvernement, fait état d'une répression brutale de la part des partisans du gouvernement, rendant responsables les forces de l'ordre de 46 morts et les groupes armés pro-gouvernementaux du décès de 27 personnes. L'opposition serait quant à elle comptable de la mort de 28 personnes (15 par accidents liés aux barricades, 8 membres des forces de l'ordre assassinés et 5 militants chavistes lynchés).¹

Durant ces quatre mois, l'opposition a réuni des manifestations de plusieurs centaines de milliers de personnes. Certains ont eu des pratiques violentes, des guarimberos, jeunes pour la plu-

part, qui s'affrontent avec les forces de l'ordre, s'autoproclamant Resistencia. On distingue parmi ces actions violentes opposées au gouvernement des actes marqués par un esprit de revanche sociale envers de simples militants chavistes, avec une certaine bienveillance des dirigeants de l'opposition conservatrice. Dans un tel contexte, des velléités insurrectionnelles plus précises se manifestent ; comme l'attaque à la grenade du Tribunal suprême de justice (TSJ) et du ministère de l'Intérieur par un militaire ayant volé un hélicoptère de la police, ou l'assaut de la base militaire de Naguanagua par une vingtaine d'hommes prétendant réaliser « une action civique et militaire ».

Du côté du gouvernement, on remarque également des collectifs armés, des colectivos, très hétérogènes.² Il existe des groupes anciens, vestiges de la guérilla des années 1960, maintenant une certaine autonomie à l'égard du gouvernement, développant un véritable travail social et assurant la sécurité de leur quartier contre la délinquance. D'autres, en revanche, ont une date de création beaucoup plus récente, servent de « troupes de choc » au gouvernement, menacent ceux qui ne soutiennent pas Nicolás Maduro de suspension des programmes sociaux et empêchent parfois physiquement des manifestations pacifiques de se tenir. Certains ont attaqué l'Assemblée nationale, séquestrant les députés et les salariés sur place durant neuf heures avec une relative complaisance du gouvernement. De leur côté, l'armée et la police maintiennent un ordre de plus en plus répressif. L'état d'exception et d'urgence économique en vigueur depuis un an et demi limite le droit à pro-

tester ; dans le cadre du Plan Zamora, les manifestants arrêtés sont déférés devant les tribunaux militaires.

UNE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE CONTROVERSÉE

Le point de départ de ces mobilisations a été, le 30 mars dernier, la décision du TSJ (acquis à Maduro) de déposséder l'Assemblée nationale (aux mains de



l'opposition) de ses prérogatives et de lever l'immunité des parlementaires. Les autorités vénézuéliennes ont fait marche arrière sur cette initiative mais depuis que l'opposition a remporté les élections législatives en décembre 2015, les décisions de l'Assemblée nationale sont invalidées au motif de suspicions de fraudes pour l'élection des trois dé-

putés d'Amazonas. L'opposition voulait convoquer un référendum révocatoire, prévu par la Constitution de 1999, contre Maduro. Sa mise en œuvre a été systématiquement retardée puis de fait suspendue par les instances électorales, favorables à Maduro.

Face à cette crise, Nicolás Maduro a convoqué le 1^{er} mai une Assemblée nationale constituante élue le 30 juillet. Celle-ci est composée de 545 constituants, dont un tiers élu par secteurs et les deux autres tiers au suffrage universel par municipalité, avec une très forte surreprésentation des zones rurales où le chavisme résiste davantage. Dans le premier collège, il a été constaté que cinq millions de Vénézuéliens ne bénéficiaient pas du vote sectoriel.³ L'opposition boycottant le scrutin, le seul enjeu résidait dans l'ampleur de la participation.

Les instances officielles ont annoncé près de 8,1 millions d'électeurs soit « *le plus grand vote de la Révolution* » selon les mots de Maduro. En l'absence d'observateurs d'opposition, il est difficile de vérifier ces données. Il est toutefois

bénéficiaires de programmes sociaux de représailles en cas d'abstention.⁴ Dans plusieurs quartiers, des opposants intimidaient les électeurs pour qu'ils n'aillent pas voter, obligeant le gouvernement à concentrer les bureaux dans des zones sous son contrôle. Les candidats critiques du gouvernement implantés dans un secteur pouvaient être déclarés, par les instances électorales, candidats dans un autre secteur où leur notoriété était plus faible, selon Stalin Pérez, pourtant favorable à l'ANC.⁵

Les protestations ont atteint les élites chavistes. La procureure générale, Luisa Ortega, désignée par les chavistes, critique à juste titre le décret du TSJ qui a mis le feu aux poudres, l'ampleur de la répression ou la convocation d'une Assemblée constituante sans référendum préalable comme l'avait fait Hugo Chávez. Accusée d'être l'auteure intellectuelle des violences du printemps, ses comptes ont été gelés et elle est interdite de sortie du territoire. Sa destitution fut la première décision de l'ANC. Dans un tel contexte de polarisation, où il est difficile de demeurer indépendant du chavisme et de l'opposition, elle s'est exilée, désormais protégée par les gouvernements conservateurs de la région.

COMMENT INTERVENIR DANS UNE TELLE CRISE POLITIQUE ?

La MUD n'est pas une perspective politique progressiste. Elle est toujours dirigée par des néolibéraux qui n'ont jamais accepté la présence au pouvoir d'un dirigeant aux origines modestes soutenu par les classes populaires, Hugo Chávez puis Nicolás Maduro. Depuis près de deux décennies, sa base sociale demeure davantage centrée sur les classes possédantes, même si, ces dernières années, les classes populaires urbaines se détournent de manière croissante du chavisme. Au niveau des libertés publiques, rien ne permet d'établir qu'elle serait moins autoritaire. Lors du coup d'Etat avorté d'avril 2002, les opposants avaient immédiatement destitué toutes les autorités et exercé une répression sur la population. En février 1989, l'application orthodoxe d'un plan d'ajustement du FMI avait déclenché une révolte réprimée au prix d'un millier de morts.

La dérive autoritaire du gouvernement Maduro ne touche pas seulement les élites politiques opposantes. Dans l'en-

treprise sidérurgique, SIDOR, ou dans l'entreprise publique pétrolière, PDVSA, les élections syndicales sont reportées sine die. Dans ces deux firmes stratégiques, les protestations sont anciennes⁶ mais l'ajournement des élections trahit la crainte du gouvernement de voir des opposants, souvent de gauche, l'emporter. Des « organisations de libération du peuple », chargé de rétablir la sécurité dans les quartiers populaires, sont accusées de plusieurs dizaines d'assassinats par les organismes de défense des droits de l'homme.

La gauche est divisée à l'égard de ces initiatives. D'un côté, le *Partido Comunista de Venezuela* ou *Luchas* ont participé à l'ANC qui, selon eux, pourrait être l'opportunité de bloquer l'offensive de la droite et d'approfondir le processus de changement. D'un autre côté, des groupes se mobilisent dans la rue et dénoncent un gouvernement autoritaire ayant impulsé l'Assemblée constituante pour se maintenir au pouvoir coûte que coûte en dépit d'une impopularité croissante. Par exemple, le *Partido Socialismo y Libertad* adopte le slogan « Dehors Maduro » et participe aux actions politiques de l'opposition. En revanche, *Marea Socialista* et la *Liga de Trabajadores por el Socialismo* maintiennent une indépendance à l'égard des deux camps, essayant avec difficultés d'incarner une voie alternative pour les classes populaires vénézuéliennes.

Des élections régionales se sont déroulées le 15 octobre et ont vu la victoire du gouvernement dans 18 Etats sur 23, principalement par la démobilisation de l'opposition.⁷ Toutefois, la crise politique n'est pas terminée pour deux raisons : la polarisation demeure forte dans le pays et la situation économique est critique.

L'EFFONDREMENT D'UN MODÈLE ÉCONOMIQUE RENTIER

Que Nicolás Maduro se maintienne au pouvoir ou s'en aille, qu'un gouvernement d'union nationale soit mis en place ou non, la situation économique des classes populaires vénézuéliennes demeurera préoccupante. Le gouvernement explique qu'il s'agit d'une « guerre économique » ourdie par les anciennes élites en quête de revanche. L'exécutif accuse également ceux qui revendent



Pendant la crise d'avril-juillet 2017, une démonstration de force des « colectivos » maduristes. DR.

assez peu vraisemblable qu'un gouvernement ayant autour de 20 % d'opinions favorables ait mobilisé davantage qu'Hugo Chávez au maximum de sa popularité. Ce scrutin doit être compris dans le contexte d'une polarisation politique extrêmement forte. Nicolás Maduro en personne a menacé les travailleurs du secteur public et les



les produits subventionnés de l'autre côté de la frontière, appelés bachaqueiros. Ce terme réunit des réalités très différentes, de la famille qui essaie de trouver des solutions individuelles de survie jusqu'au malfaiteur à la tête d'une juiveuse affaire générant des dizaines de milliers de dollars de bénéfices. Pour éviter ce détournement des produits subventionnés, le gouvernement a décidé la création de Comités locaux d'approvisionnement et de production (CLAP) qui amènent directement les produits aux bénéficiaires. Cette mise en place individualisée est accusée de représenter une dérive clientéliste dans l'attribution des programmes sociaux.

A partir de la découverte de l'or noir, il y a près d'un siècle, les investissements ont délaissé l'agriculture pour l'extraction de pétrole.⁸ Depuis cette date, l'économie du pays est rentière, dépendante du pétrole qui représente plus de 95 % des exportations du pays, les premières réserves mondiales prouvées. Si Hugo Chávez a redistribué une partie des richesses aux plus modestes, il n'a pas diversifié les sources de revenus. Prisonnière de cet extractivisme, l'économie vénézuélienne subit de plein fouet la chute des cours du pétrole depuis l'été 2014.

LA FUITE EN AVANT EXTRACTIVISTE

Dans une fuite en avant désespérée, début 2016, le gouvernement Maduro a publié le décret dit de « l'Arc minier de l'Orénoque », visant à confier 112 000 km² soit 12 % du territoire national à des dizaines de multinationales étrangères (chinoises, russes mais aussi occidentales comme la Gold Reserve canadienne) pour l'exploitation d'or, de diamants, de fer, de coltan, de bauxite et autres minéraux.⁹

Ce projet contredit l'affirmation de souveraineté nationale sur les sous-sols, proclamée dans la Constitution promulguée au moment de l'accession d'Hugo Chávez au pouvoir. L'Arc minier de l'Orénoque doit son existence légale à son statut de Zone économique de développement national, déclinaison vénézuélienne de la Zone économique spéciale chinoise, dérogeant à l'impôt, au droit du travail... Ce projet est nocif pour les salariés mais aussi pour les dizaines de communautés indigènes qui vivent

sur ces terres depuis des siècles.

Derrière ce projet, on constate le maintien du paradigme extractiviste dans les perspectives du gouvernement, paradigme à l'origine de la crise économique actuelle, accentuant la dépendance au pétrole, négligeant la diversification des sources de revenus, enfermant l'humanité dans une logique de court-terme. Si l'opposition néolibérale critique radicalement le projet d'Assemblée constituante, elle ne mobilise pas contre l'Arc minier de l'Orénoque, partageant au fond le projet de dépossession des terres des indigènes, d'exploitation des travailleurs et de prédation de l'environnement, avec le gouvernement Maduro.

LE DÉTOURNEMENT DU TAUX DE CHANGE

Un autre phénomène concourt à cette crise économique, l'effondrement de la monnaie. Depuis près de quinze ans, les grandes entreprises détournent le contrôle des changes, avec la complicité de hauts-fonctionnaires gouvernementaux, par des surfacturations d'importations ou des demandes de dollars subventionnés pour des importations non réalisées. Des économistes font état d'une fuite de plusieurs centaines de milliards par ce biais.¹⁰

Aujourd'hui, la différence entre les taux de change officiel et officieux est de 1 à plus de 3 000. Cet écart limite les importations, y compris de produits de première nécessité. Depuis plus d'un an, les Vénézuéliens sont confrontés à des pénuries de nourriture et de médicaments. Le taux d'inflation connaît une spirale ascendante. Selon le FMI, il était de 69 % en 2014, 181 % en 2015, 255 % en 2016. Il est prévu à 1134 % en 2017 et 2530 % en 2018. Les salaires sont très loin de suivre une telle évolution. Le « salaire intégral », regroupant le salaire minimum et des tickets-restaurants qui en représentent la majorité, ne représentent que 24,5 % des dépenses alimentaires mensuelles d'un foyer et 18,7 % des dépenses de base (en incluant la santé, le logement, etc.).

FACE À LA « FIN DE CYCLE » DES GOUVERNEMENTS PROGRESSISTES

Le gouvernement Maduro est non seulement affaibli par une crise politique et économique, mais aussi par l'arrivée au pouvoir de coalitions conservatrices dans les autres pays latino-américains.

Durant une quinzaine d'années, des gouvernements progressistes ont été élus grâce au soutien actif des mouvements sociaux et en bénéficiant des cours élevés des matières premières. Alors qu'Hugo Chávez avait bénéficié du soutien de ses homologues continentaux lors des conjonctures critiques, le coup d'État avorté d'avril 2002 ou le blocage de l'économie entre décembre 2002 et février 2003, un retournement de conjoncture s'est opéré depuis l'automne 2015 en Amérique du Sud.

L'élection de présidents libéraux en Argentine et au Pérou, le coup d'État institutionnel au Brésil ont constitué autant de mauvaises nouvelles pour Nicolás Maduro. Ces pays qui ont récemment basculé à droite mettent la pression sur le gouvernement Maduro pour qu'il accepte les revendications de l'opposition. Le Venezuela a été suspendu de l'organisation régionale de libre-échange, le Mercosur, pour « rupture de l'ordre démocratique », un motif qui n'avait paradoxalement pas été invoqué contre le Brésil lors du coup d'État institutionnel du printemps 2016, témoignant du caractère politique de la labellisation « démocratique » comme outil de légitimation ou de délégitimation.

L'INSTITUTIONNALISATION DU PROCESSUS BOLIVARIEN

La conjoncture vénézuélienne est très différente de la période 2002-2004, quand l'opposition menait également une stratégie insurrectionnelle pour renverser le gouvernement, celui d'Hugo Chávez. Dans la première moitié des années 2000, le patronat est un acteur majeur de la coalition putschiste. Le président éphémère issu du coup d'État d'avril 2002 est le dirigeant de la principale fédération patronale, Fedecámaras. Le gouvernement Chávez n'a pas un contrôle total des forces de l'ordre et des institutions judiciaires, mais utilise sa forte popularité auprès des classes populaires pour la mise en échec des tentatives de renversement.

Plus d'une décennie plus tard, le gouvernement se concerta désormais régulièrement avec le patronat dans le cadre du Conseil national de l'économie productive, qui s'est réuni à 48 reprises durant l'année 2016. Nicolás Maduro utilise désormais sa tutelle des institutions judiciaires et des forces de l'ordre pour tenter de contenir le mécontentement croissant à son égard des classes populaires.

UNE PRESSION PERMANENTE DE L'IMPÉRIALISME ÉTASUNIEN

S'il est une continuité durant l'ensemble de la période, c'est l'affrontement diplomatique entre le gouvernement chaviste et la puissance impérialiste de la région, les États-Unis. L'oncle Sam, alors dirigé par George W. Bush, a été l'un des deux États au monde (avec l'Espagne de José María Aznar) à avoir reconnu l'éphémère gouvernement putschiste d'avril 2002. En mars 2015, Barack Obama a pris, par décret, des mesures contre des dirigeants vénézuéliens, jugeant que « l'érosion des garanties de respect des droits de l'homme au Venezuela (...) constitue une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité des États-Unis ».

L'arrivée au pouvoir à Washington d'un président aussi imprévisible que Donald Trump pouvait laisser présager une évolution, au vu de la révélation par la presse du financement de son investiture à hauteur d'un demi-million de dollars par le gouvernement vénézuélien via Citgo, filiale étasunienne de PDVSA.¹¹ Les sanctions de la Maison-Blanche en termes de gels des avoirs, touchant une vingtaine de dirigeants dont Maduro, s'inscrivent dans la lignée de la décennie et demie d'ingérences. Dans sa fuite en avant belliciste, Trump a même menacé le Venezuela de l'option militaire, ce qui n'a pas été accompagné d'exercices militaires et semble, pour l'heure, demeurer une simple outrance de plus

du président étasunien.

Au niveau économique, les relations entre les États-Unis et le Venezuela ont longtemps été marquées par un certain pragmatisme économique. Plus de dix-huit ans après l'accession au pouvoir d'Hugo Chávez, les États-Unis restent le premier client et le premier fournisseur du Venezuela. Réciproquement, la nation sud-américaine est le troisième fournisseur de pétrole de la puissance nord-américaine, géographiquement proche et pour laquelle une suspension de ces flux entraînerait une hausse du prix de l'essence.

Jusqu'à présent, les affrontements diplomatiques ont eu des conséquences commerciales limitées. Le total des exportations et des importations avec les États-Unis s'est réduit de dix points entre la première et la deuxième moitié de la présidence Chávez, alors que les échanges avec le Brésil, et plus encore la Chine, ont augmenté dans une proportion similaire. L'administration Trump a toutefois promulgué un décret qui prévoit l'interdiction d'acheter de nouvelles obligations émises par le Venezuela ou PDVSA. Cette décision risque d'être lourde de conséquences dans un pays déjà en crise et pourrait précipiter un défaut de paiement. La MUD (coalition de l'opposition de droite vénézuélienne) s'est félicitée de ces mesures, dévoilant encore davantage sa nature réactionnaire.

RECONSTRUIRE UNE PERSPECTIVE ANTICAPITALISTE

Les classes populaires vénézuéliennes vivent actuellement une situation particulièrement tragique pour des raisons multiples, une crise à la fois politique et économique. Le gouvernement, incapable de mettre fin aux pénuries, continue de payer rubis sur ongle une dette externe croissante qui sera de plus en plus difficile à payer avec les sanctions étasuniennes. Si la tendance des derniers mois se poursuit, la mise en place d'un régime autoritaire avec une forte influence de l'armée ne peut être exclue.

L'opposition de la MUD ne représente en rien une perspective progressiste. Ni son orientation néolibérale, ni son appel aux forces armées ne sont susceptibles d'améliorer le quotidien des classes populaires vénézuéliennes. Avec un idéal socialiste identifié à tort au gouvernement Maduro, les forces de gauche ont désormais des marges de manœuvre réduites. Dans ces conditions difficiles, nous devons affirmer notre solidarité envers toutes celles et tous ceux qui dans le pays continuent de lutter une perspective de redistribution des richesses par l'auto-organisation de la population. □

1 Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), « Human rights violations and abuses in the context of protests in the Bolivarian Republic of Venezuela from 1 April to 31 July 2017 », Genève, août 2017.

2 Voir l'interview d'Alejandro Velasco par Pablo Stefanoni, « Pourquoi les secteurs populaires ne descendent-ils pas des collines ? », revue l'Anticapitaliste n° 90 de septembre 2017.

3 Edgardo Lander, « La asamblea constituyente madurista », Brecha, le 4 août 2017.

4 « Maduro ordena revisar votos de trabajadores de la Administración Pública y beneficiarios de programas sociales », *aporrea.org*, le 18 juillet 2017.

5 « Stalin Pérez Borges : "La ANC debe crear condiciones para un nuevo Estado verdaderamente democrático y participativo" », *aporrea.org*, le 4 août 2017.

6 Thomas Posado, « L'Etat régional du Bolívar au Venezuela. Reflet du désalignement entre le gouvernement chaviste et le mouvement ouvrier », *Mouvements*, n°76, 2013, pp.105-116.

7 Sur ces élections, voir les analyses de Pablo Stefanoni, Fernando Molina et Marc Saint-Upéry, <https://alencontre.org/ameriques/amelat/venezuela/venezuela-elections-du-15-octobre-ni-le-gouvernement-ni-l'opposition-ne-s'attendaient-a-ce-resultat.html>, ainsi que de Patrick Guillaudat, <https://npa2009.org/actualite/international/elections-regionales-au-venezuela-une-victoire-en-trompe-loeil-pour-maduro>

8 Fernando Coronil, « El Estado mágico. Naturaleza, dinero y modernidad en Venezuela », Caracas, Ed. Nueva Sociedad, 2002, p.99.

9 Emiliano Teran, « Orinoco al extremo: la Faja Petrolífera y el Arco Minero, extractivismos de alto riesgo », in « Extremas. Nuevas fronteras del extractivismo energético en Latinoamérica » (sous la coordination de Hernán Scandizzo), *Oilwatch Latinoamérica*, 2017, pp.74-81.

10 « Sinfonía de un Desfalco a la Nación: Tocata y fuga... de Capitales », *aporrea.org*, 8 septembre 2014.

11 « El Gobierno de Caracas donó medio millón de dólares para la investidura de Trump », *El País*, 20 avril 2017.



Nicolás Maduro brandissant devant la foule une effigie d'Hugo Chávez. DR.

EQUATEUR

« Révolution citoyenne », la fin du mythe

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

« Derrière le mythe de la révolution citoyenne », était titré l'article de notre précédent dossier consacré à l'Amérique latine (« Les gouvernements "progressistes" à bout de souffle », n° 58 d'octobre 2014). Souvent, un mythe perdure pourtant bien au-delà de sa date de péremption. Mais ce n'est pas le cas en Equateur, où il a été emporté par un torrent de crise économique, de scandales de corruption et d'affrontements d'une extrême violence au sein du parti gouvernemental.

« **T**raître, médiocre, totalement déloyal, mauvais, pervers », « un loup déguisé en mouton »... Tels sont les mots employés par l'ancien président (2007-2017) Rafael Correa pour désigner son successeur, Lenin Moreno, c'est-à-dire celui qui avait été son vice-président de 2007 à 2013 et que leur formation commune, *Alianza País* (Alliance pour le pays), avait désigné – avec l'accord et le soutien du sortant – comme son candidat à l'élection présidentielle des 19 février et 2 avril 2017. De fait, la guerre entre eux et les clans qui les soutiennent est désormais totale, la plupart des commentateurs considérant imminente la rupture d'*Alianza País* – décrite par Alberto Acosta, l'ancien président de l'Assemblée nationale constituante de 2008, comme étant non un parti politique mais « *la Cosa Nostra équatorienne* ».

Que s'est-il passé ? Peut-être des désaccords politiques – quoi qu'ils n'aient jusqu'alors jamais été formulés ni apparents –, plus sûrement un choc d'intérêts, exacerbé sur fond de crise économique et sociale.

Ayant fait adopter à la fin de son mandat une loi modificatrice de la Constitution, autorisant un président à se représenter un nombre de fois indéfini, Rafael Correa aurait pu se porter à nouveau candidat à la présidentielle de 2017. Mais la forte dégradation de la situation économique et sociale l'en a dissuadé et il a donc préféré laisser la place à un autre candidat, chargé d'appliquer les indispensables mesures impopulaires avant de lui permettre, à lui Correa, de revenir en 2021 en position de « sauveur de la Nation ».

Pour remplir un tel rôle, le premier choix de Correa était celui de son ami personnel Jorge Glas, ancien ministre chargé du pétrole, des

mines et de l'électricité (soit l'essentiel de l'économie du pays), devenu vice-président en 2013. Mais Glas traînait tant de casseroles et était si haï que le risque était grand de perdre, même devant le peu signifiant candidat de droite, Guillermo Lasso. C'est pourquoi Correa et *Alianza País* se prononcèrent finalement pour Lenin Moreno, un personnage plus consensuel et moins discrédité, qui se retrouva toutefois flanqué, à la vice-présidence, de Jorge Glas en tant que garant de l'orthodoxie « corréiste ».

Les craintes d'un revers électoral étaient justifiées, puisque Moreno ne l'a emporté qu'au second tour, avec un maigre 51,16% des voix, tandis qu'*Alianza País* perdait sa majorité des deux tiers à l'Assemblée nationale (qui lui permettait de décider seule d'à peu près tout, y compris de réformes constitutionnelles), pour ne plus y compter que 74 députés sur 137. Toujours est-il que le nouveau président n'a pas accepté de jouer le rôle que Correa lui destinait. Des heurts ont commencé à opposer les deux équipes présidentielles dès le processus de « transition », entre le scrutin du 2 avril et la passation des pouvoirs du 24 mai. Dans une intervention le 11 juillet, puis dans une allocution télévisée prononcée le 28 du même mois, Lenin Moreno a affirmé que la situation était bien pire que ce qui avait été annoncé et commencé à divulguer « *les vrais chiffres* » de l'économie équatorienne, notamment ceux d'une dette publique (pour l'essentiel, extérieure) incomparablement plus importante que Correa ne le prétendait.

A partir de là, l'escalade n'a pas cessé. L'affrontement s'est encore aiguisé après qu'en septembre, Moreno a démis Jorge Glas de toutes les responsabilités qu'il exerçait depuis la vice-présidence, puis que le même

Glas, un parmi ceux de la garde rapprochée de Correa qui se trouvent mis en cause dans de graves affaires de corruption, a été inculpé et, début novembre, incarcéré dans l'attente de son procès.

LE VÉRITABLE BILAN DE RAFAEL CORREA

Comme tous les autres gouvernements latino-américains, « progressistes » ou moins progressistes, celui de Correa a approfondi le modèle extractiviste, non comme une politique transitoire destinée à financer la mise en place et le développement d'une structure productive, mais pour insérer le pays en situation de dépendance accrue dans la mondialisation capitaliste, en enrichissant davantage des élites anciennes ou nouvelles (et, tant que des marges existaient, en distribuant une part des bénéfices aux secteurs populaires). C'est ainsi que la « frontière » pétrolière a été repoussée plus loin dans le sud amazonien, où elle inclut désormais le fameux champ Yasuni-ITT, tandis que les populations indigènes qui s'insurgent contre le saccage de leur milieu naturel sont impitoyablement réprimées.

Comme ailleurs, ce modèle a cependant montré toutes ses limites dès lors qu'en 2014, dans un mouvement qui s'est avéré non conjoncturel, les prix du pétrole et des autres matières premières se sont mis à chuter. L'économie équatorienne, qui précédemment croissait à un rythme annuel de 4%, a stagné en 2015 et est entrée en récession en 2016. Le pouvoir d'achat de la population – à un niveau très bas, seuls 40% des travailleurs formels ou informels atteignant le minimum officiellement nécessaire de 375 dollars par mois –

s'est tassé puis a commencé à reculer. Cette situation n'a pas manqué de se répercuter sur les comptes publics, d'autant que des baisses d'impôt substantielles venaient d'être accordées aux entreprises et aux plus riches. Pour y remédier, Correa a recouru à deux types de mesures, également «classiques» : d'une part, les privatisations d'entreprises publiques, les coupes dans les services publics et l'ouverture de certains de leurs secteurs au privé, ainsi que les concessions d'exploitation du sous-sol accordées à des multinationales à des conditions préférentielles; d'autre part, une reprise de l'endettement auprès des groupes et institutions financières internationales (une troisième solution, destinée à régler les problèmes de trésorerie courante, et qui est également utilisée au Venezuela, consiste en des ventes anticipées de pétrole – avant livraison, production voire même extraction –, à des prix très inférieurs à ceux du marché).

Il est avéré que Correa a trafiqué les chiffres de la dette publique. Depuis plusieurs années, comme dans d'autres pays latino-américains, celle-ci a en fait recommencé à croître très fortement.

Alors que son paiement représentait en 2006 (avant donc l'installation de Correa à la présidence) 24% du budget de l'Etat, cette proportion est montée officiellement à 39% en 2016. Selon Lenin Moreno, le montant total de la dette publique ne serait cependant pas de 28 milliards de dollars comme Correa l'avait affirmé, mais en réalité de 58 milliards, soit près de 60% du PIB. Un tel niveau est extrêmement handicapant pour un pays dépendant – les nouveaux emprunts de l'Etat équatorien se font ainsi à des taux de 9 ou 10%, qui en Europe seraient jugés prohibitifs et usuriers.

L'autre grand facteur de la crise est l'ampleur des phénomènes de corruption touchant l'entourage proche de Correa. A la mi-2016, les *Panama Papers* avait déjà révélé l'existence de comptes offshore millionnaires détenus par de hauts dirigeants de l'entreprise pétrolière nationale, EP Petroecuador. Des procédures en cours concernent plusieurs affaires de pots-de-vin et de conflit d'intérêts, pour un total de 30,3 millions de dollars. Ensuite a été révélé, dans le cadre de l'opération *Lava Jato* menée au Brésil, le vaste système de corrup-

tion mis en place à l'échelle de toute l'Amérique latine par le géant brésilien des travaux publics, Odebrecht. Cette multinationale a avoué avoir versé en Equateur, pour l'obtention de contrats d'un montant total de 5 milliards de dollars, des faveurs s'élevant à 33,5 millions. Parmi les personnalités concernées figurent l'ancien procureur général de l'Etat, l'ancien contrôleur général des finances publiques (actuellement en fuite, «réfugié» à Miami) et, comme on l'a vu, le vice-président et bras droit de Correa, Jorge Glas. Ajoutons, à l'intention des thuriféraires hexagonaux de la «révolution citoyenne» (pour

pas tout – même s'il en savait forcément beaucoup – et il apparaît certain qu'il a refusé de «porter le chapeau».

Pour l'instant, peu de décisions ont été prises. Lenin Moreno se distingue d'abord par son «style». Il ne cesse de répéter qu'il «*préfère la négociation à la confrontation*» et que sa «*main est tendue vers qui veut la saisir*». Cela s'adresse à tous, mouvements sociaux réprimés et dissidents du corréisme qualifiés de «traîtres», tout comme opposition de droite, organisations et fractions patronales. Sur à peu près cette seule base, il bénéficie aujourd'hui de l'opinion favorable de 70% de la population...

Son but est manifestement de parvenir à une forme d'union nationale, afin de traverser la tourmente en appliquant les mesures d'austérité et de réduction des droits que le capital exige. C'est dans cette perspective qu'il a appelé à un «*grand dialogue national*» et que viennent de se tenir une série de tables rondes sectorielles ou thématiques, associant «*tous les acteurs*» de la vie politique, économique et sociale. Si l'ancien gouvernement avait déjà renoué avec le FMI, ce tournant a été confirmé sous le nouveau, avec la réception officielle à Quito d'une délégation du Fonds chargée d'une mission «d'évaluation». Lenin Moreno sera peut-être un président plus



L'ancien président, Rafael Correa et le nouveau, Lenin Moreno, lors de la passation des pouvoirs, le 24 mai 2017 à Quito. DR.

beaucoup, irrésistiblement entraînés par leur désir de nouveau modèle réformiste, mais pour d'autres, simples gogos), que le gouvernement Correa a également (entre autres) fait passer à la demande du patronat une série de mesures de dérégulation du droit du travail; et, surtout, qu'il a mené une politique autoritaire et de criminalisation des mouvements sociaux au regard de laquelle nos Sarkozy, Hollande, Valls et Macron font figure d'enfants de chœur. Sous l'administration corréiste, ce sont près de 850 militants – sociaux, syndicaux, politiques – qui ont été condamnés en justice. Et des dizaines de dirigeants du mouvement indigène croupissent toujours en prison.

QUE VA FAIRE LENIN MORENO ?

Jusqu'à son élection, le nouveau président n'avait jamais fait partie de la direction exécutive d'*Alianza País* et, depuis 2013, il résidait et travaillait en dehors du pays en tant qu'envoyé spécial de l'ONU sur les questions de handicap (Moreno est lui-même handicapé, en chaise roulante depuis une agression en 1998). Il semble donc plausible qu'il ne savait

décent que Rafael Correa, mais il ne sera sûrement pas – n'en ayant de toute façon pas les moyens – plus «social». Autre indice en ce sens, ses déclarations récentes critiquant une loi visant à limiter la spéculation immobilière, qui selon lui favorise le marasme économique en «*décourageant les investisseurs*». Pendant ce temps, la guerre fait rage au sein d'*Alianza País*. Depuis son exil bruxellois, Correa ne cesse de dénoncer son successeur comme un traître, allié et agent de l'oligarchie. Moreno, qui après son accession à la présidence avait été automatiquement nommé président du mouvement gouvernemental, vient de se voir démis de cette fonction. Il a cependant reçu – intérêts bien sentis obligent – le soutien de la majorité des députés et des gouverneurs de province d'*Alianza País*.

Après dix années de «révolution citoyenne», le mouvement social et la gauche se trouvent quant à eux désarticulés et sans perspective. La tâche est maintenant de les reconstruire, dans la plus complète indépendance et en opposition aux deux fractions de l'appareil d'Etat dont l'affrontement continue de polarsier la vie politique du pays. □

Une justice d'exception... appelée à devenir la règle

PAR YANN GÉZARD



Le 31 mai 2016 à Lille, à l'issue d'une manifestation contre la loi Travail. DR.

Ce que la presse a convenu d'appeler le «procès de la voiture de police incendiée du quai de Valmy» a rendu son verdict le 11 octobre: de très lourdes peines pour une partie des neuf accusés. Sept, cinq, quatre et deux ans d'emprisonnement, dont la moitié ferme, pour six d'entre eux.

Nous avons déjà exprimé notre position, quant au fond, sur la tactique de «confrontation avec la police» directe et violente défendue par divers militantes et militants engagés dans la mobilisation contre la loi travail du printemps 2016 (voir l'article *Sur la violence dans le mouvement contre la loi travail*, numéro 78 de juillet 2016). Pour résumer: moralement douteuse et politiquement désastreuse.

Il ne s'agit cependant pas de cela ici. Mais du sort réservé à neuf personnes en chair et en os, dont certaines ont d'ailleurs nié leur participation aux faits qui leur étaient reprochés. On ne peut que reprendre le jugement sur le jugement du journaliste Henri Seckel, qui était pourtant fort caustique voire goguenard à l'égard des prévenus et surtout de leurs soutiens (numéro du *Monde* daté du 13 octobre): «l'annonce du délibéré (...) laissera l'image d'une justice ayant essayé de faire entrer un rond dans un carré, et de tordre le droit pour établir une culpabilité.»

Six personnes ont été condamnées à des années de prison ferme pour «violences aggravées», à savoir l'attaque du véhicule dans lequel se trouvaient deux policiers. Sauf que, comme le signale *Le Monde*, les

«deux peines les plus lourdes sont sujettes à polémique du fait de l'absence de preuve formelle contre les prévenus», Ari Rustenholz et Antonin Bernanos, qui pour leur part nient tout. Le procès a donc vu la confrontation du visage d'Antonin Bernanos «à découvert» avec le visage cagoulé de l'agresseur, des arguties sans fin sur des captures d'écran illisibles, tout cela pour permettre au vice-procureur de conclure: «ce sont des détails, mais on est sur un cumul de détails qui, à la fin, fera peut-être une preuve», et au président de tribunal de déclarer coupable Antonin Bernanos en «l'absence de tout doute raisonnable».

Car il n'ose pas prétendre que la preuve est constituée. «Absence de doute raisonnable» appuyée d'un côté sur ce «cumul de détails» et de l'autre sur le témoignage anonyme... d'un agent des renseignements généraux. On croyait naïvement que dans les systèmes judiciaires le «bénéfice du doute» était en faveur de l'accusé, désormais le faisceau de «présomptions» permet de condamner. Encore une inversion de la hiérarchie des normes sans doute?

Apprécions encore une fois le deux poids deux mesures: un jeune militant catalogué «anarcho-autonome» par les services de police est condamné à cinq ans de prison dont trois fermes, sans preuve formelle. Un policier qui frappe un lycéen mineur de Bergson dans le 19^e à Paris est, lui, suspendu puis condamné à huit mois avec sursis. Seulement parce qu'il a été filmé en

train de faire son coup. De ses collègues qui, cent mètres plus haut, tabassaient et gazaient des lycéens non sans avoir masqué leur matricule, on n'a pas de nouvelles. Aucun «cumul de détails» n'a permis à leur hiérarchie de les identifier, semble-t-il. Comme quoi la police fait beaucoup pour rendre viral le slogan «tout le monde déteste la police» – et certains juges.

Une peine «légère» du verdict mérite cependant notre attention: Leandro Lopes a été condamné à un an de prison avec sursis. Il était poursuivi pour «participation à un groupement en vue de la préparation de violences volontaires», c'est-à-dire pour s'être trouvé dans la manifestation interdite qui a croisé le chemin de la voiture de police en question. Est-ce autre chose qu'une réinvention du délit d'opinion, via le délit de simple participation à une manif interdite, qui marginalement tourne au grabuge? Tous les «fouteurs de bordel», comme dirait l'autre, sont donc prévenus: participez à une manif contre les violences policières, pour les droits des Palestiniens, contre des licenciements, pour le prix du lait, vous risquez gros si elle est interdite, s'il y a de la casse.

Valls avait réclamé des «sanctions implacables» le soir de l'incendie de la voiture. Ses successeurs embrayent sur le même chemin, où la police se passe de plus en plus des juges et où les juges obéissent à la commande répressive du pouvoir. □